



Gouvernement  
du Canada

Expansion  
Économique  
Régionale

Government  
of Canada

Regional  
Economic  
Expansion

# LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES PROVINCES

UN APERÇU DU MEER

Printemps 1977



Gouvernement  
du Canada

Expansion  
Économique  
Régionale

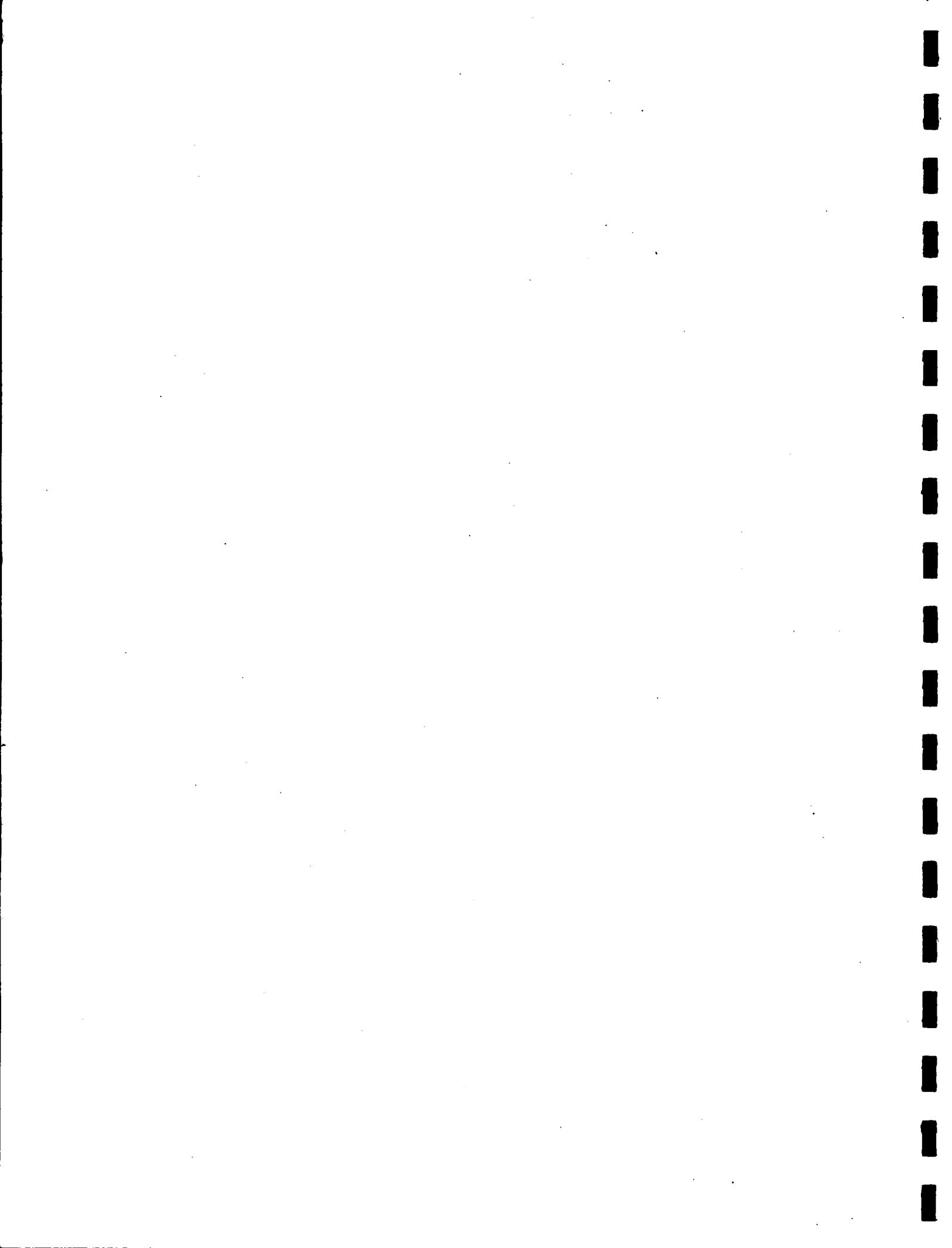
Government  
of Canada

Regional  
Economic  
Expansion

# LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES PROVINCES

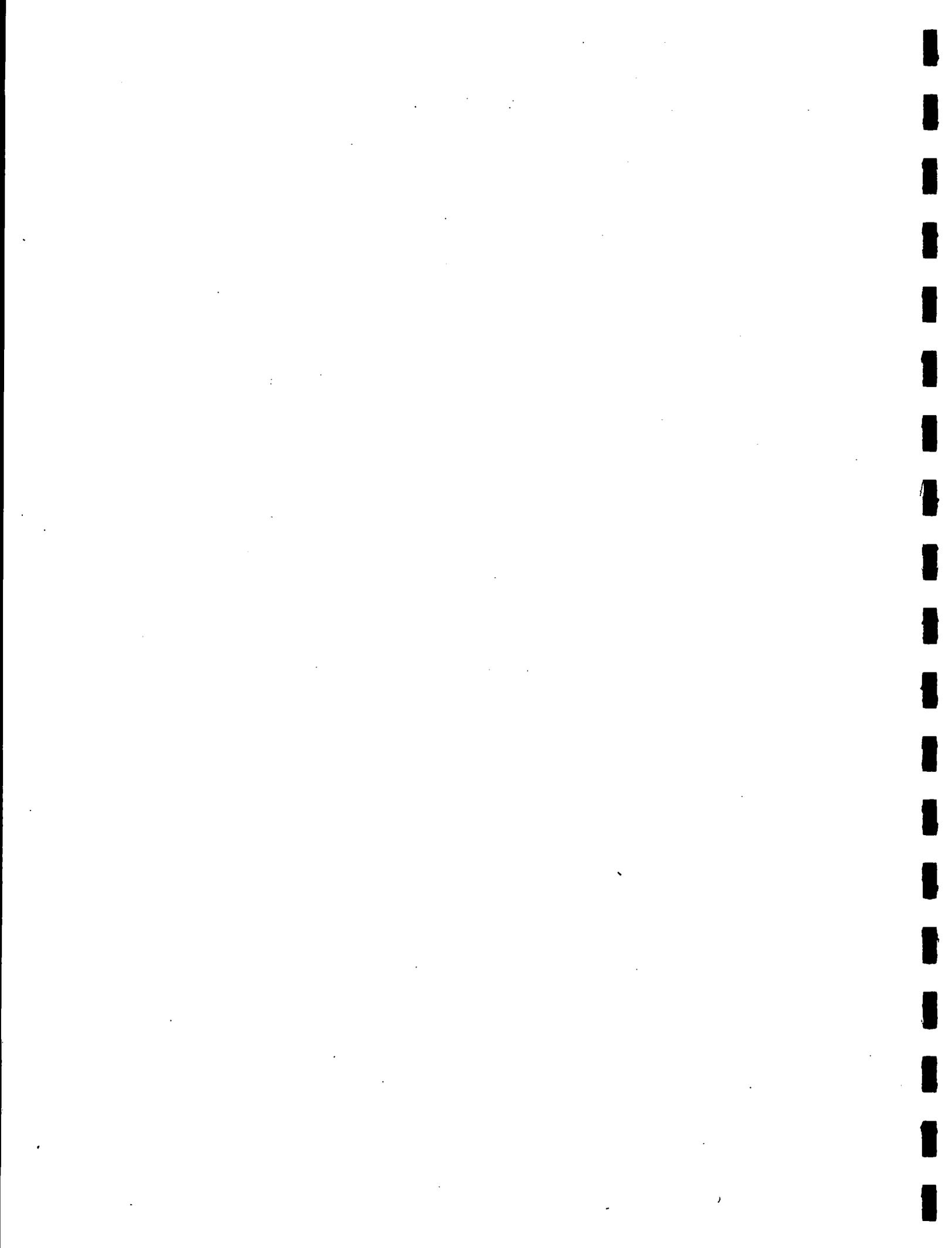
UN APERÇU DU MEER

Printemps 1977



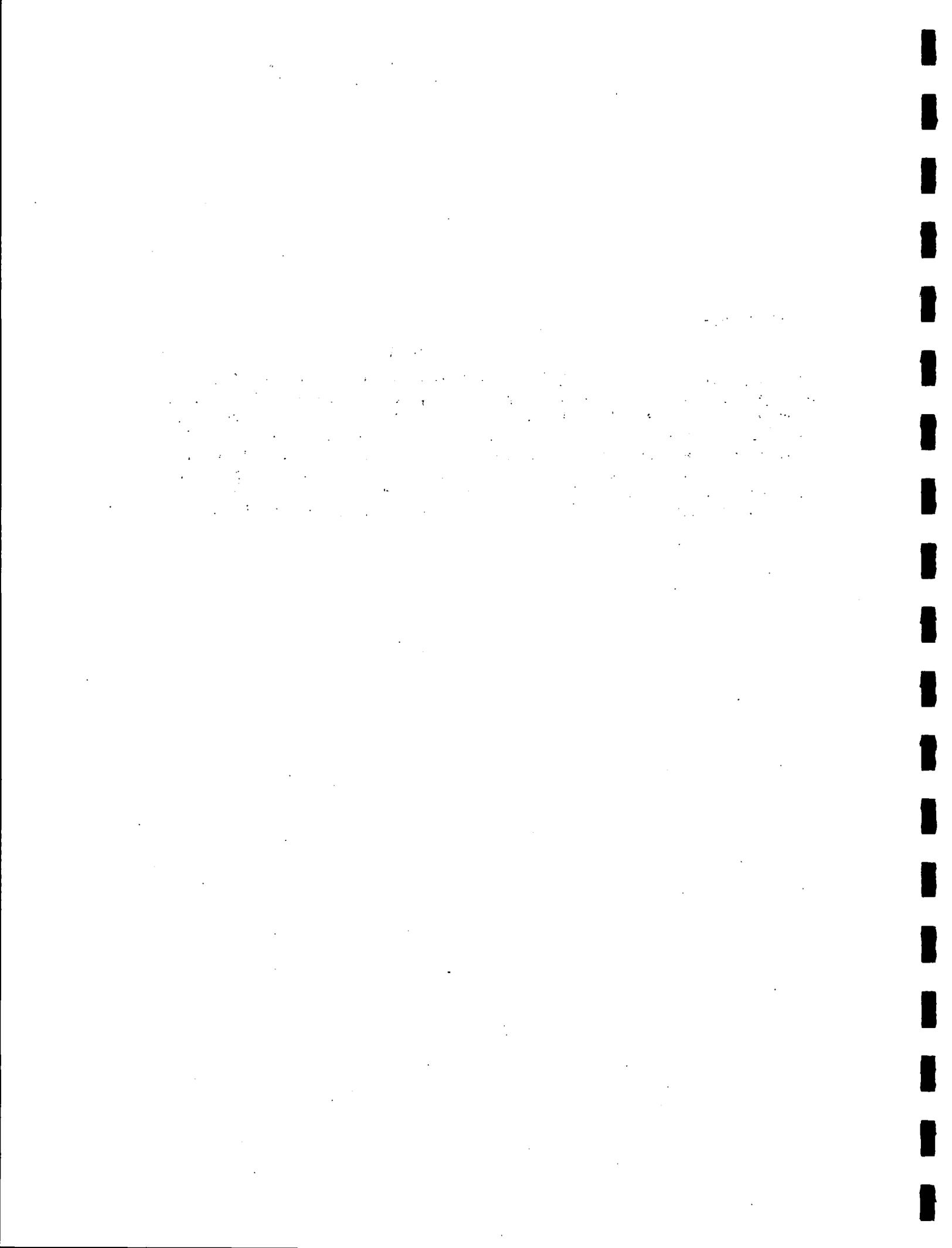
SOMMAIRE

AVANT-PROPOS .....	5
TOUR D'HORIZON DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE .....	7
LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE .....	11
Terre-Neuve	17
L'Île-du-Prince-Édouard	21
La Nouvelle-Écosse	25
Le Nouveau-Brunswick	31
LA RÉGION DU QUÉBEC .....	35
LA RÉGION DE L'ONTARIO .....	45
LA RÉGION DE L'OUEST .....	57
Le Manitoba	65
La Saskatchewan	71
L'Alberta	77
La Colombie-Britannique	83



## AVANT-PROPOS

Dans le cadre de ses activités de recherche et d'analyse de l'activité économique dans chacune des dix provinces, le ministère de l'Expansion économique régionale (MEER) recueille des informations pertinentes sur la situation actuelle et les perspectives à court terme des économies provinciales et régionales. Au cours des premiers mois de l'année, les bureaux provinciaux et régionaux du ministère ont préparé de brèves comptes rendus qui ont été colligés au printemps de 1977 dans ce recueil intitulé *La situation économique des provinces : un aperçu du MEER.*



## TOUR D'HORIZON DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE

La faible reprise de l'économie canadienne, qui s'est manifestée au début de la seconde moitié de 1975, se poursuit. Après avoir enregistré une légère amélioration en 1975 et un fort bond en avant au cours des premiers mois de 1976, la croissance de la production réelle a été sporadique, alors qu'elle demeurait à la merci de la variation des stocks et des fluctuations du commerce extérieur. Il en est résulté, pour 1976, une croissance du produit national brut (PNB) légèrement inférieure à 5.0 pour cent. Les dépenses des consommateurs et la construction résidentielle ont constitué les points forts, alors qu'ils augmentaient respectivement de près de 6.0 pour cent et d'un peu plus de 18.5 pour cent par rapport à 1975. Le commerce extérieur a eu peu d'effets, en termes réels, sur cette croissance, la détérioration au plan des échanges de services contrebalançant l'amélioration au chapitre des échanges commerciaux. En ce qui concerne l'investissement, les dépenses en immobilisations par les entrepreneurs n'ont pas, en termes réels, augmenté en 1976. Ainsi, les immobilisations diminuaient de façon significative dans les secteurs commerciaux et manufacturiers, alors que les secteurs du pétrole et du gaz naturel, de l'électricité et des mines continuaient à enregistrer certains gains. Le taux d'accroissement des dépenses du secteur public a diminué de façon significative, tombant à 2.0 pour cent environ en 1976, comparativement à 4.0 pour cent en 1975.

Dans ce contexte, le niveau de l'emploi a augmenté plus rapidement au premier qu'au second semestre et le taux de chômage est passé d'un peu moins de 7.0 pour cent, au cours des premiers mois de l'année, à près de 7.5 pour cent au dernier trimestre. Considéré sur une base annuelle, le taux de chômage s'est stabilisé autour de 7.2 pour cent, marquant une faible hausse par rapport à 1975. Le rythme d'accroissement de l'indice des prix à la consommation a été en baisse presque constante en 1976, alors que l'augmentation annuelle par rapport à 1975 atteignait 7.5 pour cent, ce qui représente une diminution de 3 points.

On prévoit pour 1977 un ralentissement du taux de croissance par rapport à 1976, avec une augmentation du PNB se situant entre 3.0 et 3.5 pour cent. Le rythme d'accroissement des dépenses des consommateurs devrait ralentir en 1977 et le nombre de mises en chantier résidentielles, fléchir par rapport au haut niveau enregistré en 1976. De plus, outre le fait de la récente dépréciation du dollar canadien, la reprise (relativement modeste mais continue), qui s'est manifestée chez les principaux partenaires

commerciaux du Canada, raffermit le marché des exportations; toutefois, le déficit accumulé de la balance des paiements du Canada continuera à causer de l'inquiétude.

Les dépenses en immobilisations des entreprises s'avèreront l'un des domaines les plus faibles de l'économie. Les immobilisations de machinerie et d'outillage ne devraient augmenter que de façon marginale, compte tenu du bas niveau des profits dans le passé, de la sous-utilisation des ressources et de l'incertitude générale quant aux politiques gouvernementales qui seront mises de l'avant lors de la période de décontrôle. Le secteur énergétique constituera un élément positif alors que plusieurs projets d'envergure sont en voie de réalisation. Les dépenses reliées à ce secteur et aux activités connexes devraient se poursuivre à un rythme soutenu. Bien qu'un accroissement des exportations soit prévu pour 1977, il n'aura qu'un effet modéré sur la croissance générale.

Le ralentissement de la croissance prévu pour 1977, allié à l'incidence du Programme de contrôle des prix et des salaires, devrait amener une réduction du taux de l'inflation. La récente dépréciation du dollar canadien pourrait cependant atténuer quelque peu la portée de ces effets positifs. D'autre part, une croissance ralentie se traduira dans les faits par de moindres gains au chapitre de l'emploi, ce qui pourrait engendrer un taux de chômage supérieur à 7.5 pour cent pour 1977.

#### *LES GRANDES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT*

À l'heure actuelle, la situation économique des provinces est dominée par plusieurs grandes questions qui pourront influencer sur le niveau d'activité économique. Bien que la plupart de ces grands facteurs soient, par nature, spécifiques et concernent une région ou une province en particulier, certains d'entre eux sont susceptibles d'avoir des répercussions sur l'ensemble de l'économie canadienne. Dès lors, certaines interventions du gouvernement pourraient bien s'avérer nécessaires au cours des prochains mois et des années futures. Certaines de ces grandes questions, à cause de leur importance au chapitre du développement régional, préoccupent plus particulièrement notre ministère.

#### *L'investissement*

L'investissement dans le secteur privé est à la baisse depuis quelque temps et on ne prévoit aucun rétablissement avant au moins 1978. Les causes sont multiples et tiennent à la sous-utilisation des ressources, au bas niveau des profits, à la marge réduite de liquidité des entreprises, à la faible demande du marché extérieur étant donné la récession récemment connue mondialement, à l'incidence de l'inflation sur le coût des projets et au climat actuel d'incertitude politique. De même, on ne peut passer sous silence le recul de l'économie canadienne, par rapport aux autres pays industrialisés, au sein de l'économie mondiale. En raison de coûts moindres de production et de l'existence de moins de contrôles, il est plausible de craindre que les entrepreneurs n'envisagent d'investir ailleurs qu'au Canada. Une chute

du niveau des investissements atténuera la production des industries canadiennes dans le futur tout en limitant les gains de productivité qui pourraient être réalisés. En dernier ressort, les industries canadiennes les moins compétitives à l'échelle internationale pourraient être également touchées, mais ce problème devra être étudié en tenant compte des objectifs de développement régional.

### *Le commerce international.*

La croissance économique dépend, dans une large mesure, du commerce international et, conséquemment, des négociations commerciales multilatérales en cours. Par exemple, en Ontario, 23 pour cent du produit provincial brut et une grande partie des emplois du secteur manufacturier dépendent directement de la situation du marché des exportations. D'ailleurs, les tarifs et les contingents d'importations contribuent à assurer la viabilité de plusieurs industries au Québec et en Ontario - les textiles et le vêtement, entre autres. Par contre, le pacte canado-américain de l'automobile a bien fonctionné à l'intérieur d'un système de quasi-libre-échange. Les résultats des négociations du GATT, présentement en cours, auront d'importantes répercussions sur les industries manufacturières canadiennes.

Que le libre-échange serve ou non les meilleurs intérêts du pays, les résultats des négociations actuelles pourraient être déterminants pour le rendement et la structure future des industries manufacturières canadiennes. À court terme, la libération des échanges peut avoir des effets négatifs pour les industries à salaires élevés et à faible productivité. Cependant, à long terme, le fait de créer moins d'entraves au commerce international pourrait éventuellement encourager la rationalisation industrielle et augmenter la productivité en général. Naturellement, de telles modifications à la structure industrielle pourraient avoir des répercussions sur la localisation des emplois et sur l'établissement de politiques régionales visant à encourager les exportations ou à favoriser l'ajustement des industries non concurrentielles.

### *L'énergie*

La crise internationale de l'énergie des dernières années a eu des conséquences graves pour le développement des régions pauvres en richesses énergétiques. Par contre, les provinces riches en pétrole et en gaz naturel, telles l'Alberta et, à un degré moindre, la Saskatchewan, ont accéléré leur rythme de croissance grâce à de nouvelles possibilités de développement. Certains avantages comparatifs, qui favorisaient traditionnellement les provinces centrales se sont donc déplacés vers ces provinces. Les difficultés économiques des Maritimes se sont aggravées suite à des coûts énergétiques relativement plus élevés.

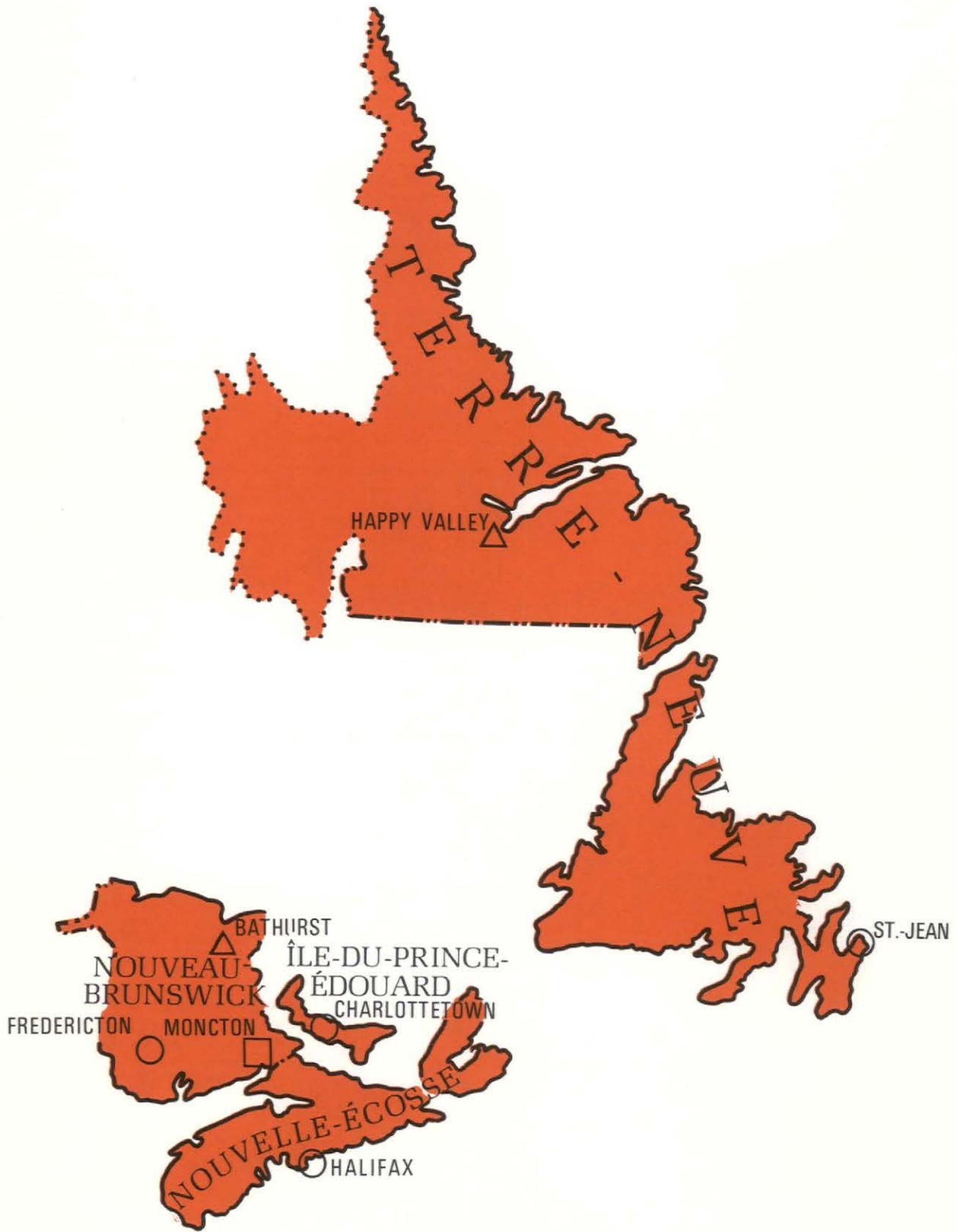
Pour l'ensemble des consommateurs, l'augmentation des prix de l'énergie (alors que le Canada s'adaptait au prix international du pétrole) s'est reflété sur le revenu personnel disponible et a eu tendance à modifier

les habitudes de consommation. De plus, la conservation des ressources rares (et dispendieuses) fera l'objet d'un souci national continu. Ainsi, l'énergie et les mesures visant à son utilisation plus rationnelle aideront non seulement à déterminer les habitudes de consommation futures, mais également à identifier les industries canadiennes qui jouissent d'avantages comparatifs et à suggérer des modifications à la structure industrielle actuelle. En ce qui a trait à l'alimentation en énergie, la construction d'un gazoduc dans l'Ouest pourrait bien devenir, au cours des prochaines années, une des principales questions de développement.

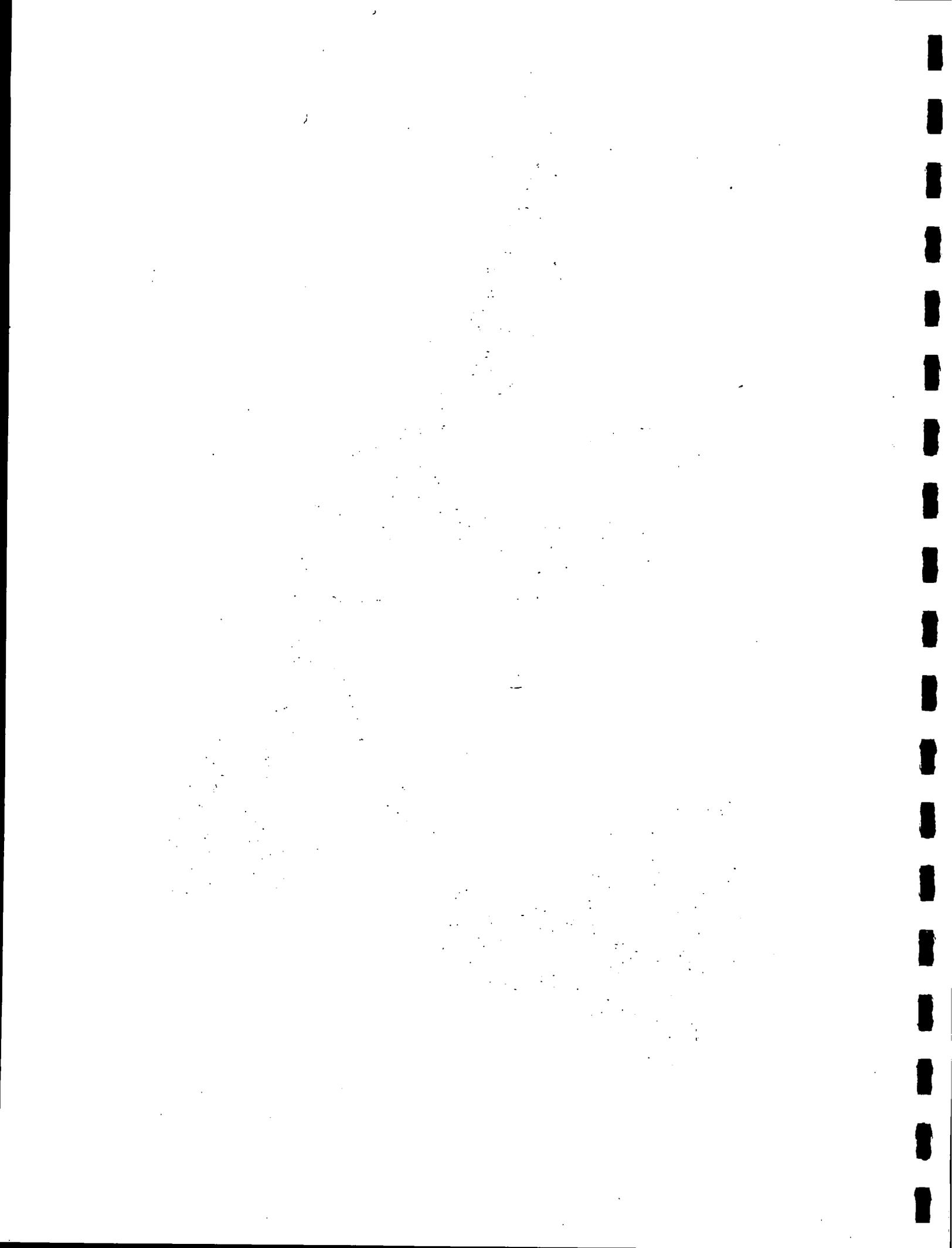
### *L'environnement*

La conservation ne se limite pas exclusivement aux combustibles fossiles ou aux ressources hydro-électriques. Le déséquilibre de l'environnement naturel et la pollution de l'eau et de l'air continueront d'être une préoccupation majeure dans les années à venir. Les gouvernements provinciaux et fédéral ont élaboré des politiques afin de persuader ou de forcer les industries à réduire la pollution et à accroître la protection de l'environnement. Bien qu'essentielles, ces politiques impliquent des coûts supplémentaires pour les industries et, éventuellement, pour les consommateurs.

Pour plusieurs sociétés, lorsqu'il s'agit d'affecter des fonds, disponibles en quantité limitée, l'imposition de mesures de protection de l'environnement implique la nécessité de faire un choix entre, d'une part, les projets d'expansion ou de nouvelles installations et, d'autre part, la mise en place de dispositifs antipollution (bien que les entreprises puissent jouir de dégrèvements d'impôts pour certains types d'équipements antipollution). De plus, il peut arriver que le respect des mesures de protection de l'environnement retardent ou compromettent des projets importants de développement. Comme plusieurs prédisent un ralentissement du taux de croissance au Canada au cours des prochaines années, il est fort probable que l'on devra faire davantage de compromis entre l'accroissement de la production et la protection de l'environnement.



- BUREAU RÉGIONAL
- BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



## LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

### *APERÇU GÉNÉRAL*

La situation économique dans la région de l'Atlantique a été plutôt variable en 1976. Considérée globalement, la croissance s'est améliorée par rapport à l'année précédente, mais la reprise a été plus faible que dans l'ensemble du Canada. Le secteur primaire a fait des progrès importants grâce à la reprise survenue sur les marchés d'exportation des produits tels le poisson, le minerai et les pommes de terre. D'autre part, le taux de croissance des dépenses des consommateurs a baissé, mais le rendement faible des investissements (même si la construction résidentielle et les services d'utilité publique ont affiché une certaine vigueur), accompagné de restrictions gouvernementales sur les dépenses, a entravé la progression du taux global de la croissance économique.

La situation économique en 1977 n'est pas particulièrement encourageante. On prévoit que la reprise économique continuera à un rythme lent. Dans l'ensemble, le taux de croissance se maintiendra aux environs de 3 pour cent, taux relativement semblable à celui de l'ensemble du Canada. Par ailleurs, on prévoit que le taux d'inflation demeurera sensiblement le même qu'en 1976, malgré les hausses du prix du pétrole, et que le revenu disponible réel augmentera, favorisant ainsi une croissance modérée des dépenses des consommateurs. On s'attend également à ce que les exportations croissent modestement, mais elles seront restreintes du fait de la piètre situation économique dans l'ensemble du Canada et d'une baisse de croissance aux États-Unis par rapport aux prévisions antérieures. On prévoit également que le rendement des investissements restera faible au cours de 1977. À cause du taux modéré de croissance de la production et du faible rendement des investissements, l'emploi n'augmentera pas beaucoup en 1977 et le taux de chômage grimpera d'au moins un point pour s'établir entre 12 et 13 pour cent.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

Contrairement à une situation qui durait depuis longtemps, les mouvements migratoires dans la région de l'Atlantique sont positifs depuis 1974. Au 1<sup>er</sup> juin 1976, la population totale s'établissait à 2 181 775 habitants, soit à 6.1 pour cent de plus qu'en 1971, par rapport à une augmentation de 6.6 pour cent dans l'ensemble du Canada. Cependant, deux provinces (Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick) ont enregistré des augmentations de leur

population plus élevées que dans l'ensemble du Canada. Les chiffres du recensement indiquent également qu'il y a eu baisse de la population dans le centre des villes à cause d'une migration vers les banlieues.

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

Reflétant la croissance généralement lente de la production, l'emploi dans la région de l'Atlantique n'a augmenté que de 1.4 pour cent en 1976, comparativement à 2.2 pour cent à l'échelle nationale. Cette augmentation a presque entièrement été enregistrée dans les services et l'administration publique. La population active a augmenté de 2.5 pour cent (au même rythme que pour l'ensemble du Canada) et le taux de chômage est passé de 9.9 pour cent en 1975 à 11.0 pour cent en 1976. Dans l'ensemble du Canada, le taux de chômage a grimpé de 2 dixièmes de point, passant de 6.9 à 7.1 pour cent.

### *ANALYSE SECTORIELLE*

#### *L'agriculture*

Au cours des dix premiers mois de 1976, les recettes agricoles, en espèces, ont excédé d'environ 17 pour cent celles de l'année précédente. Cette hausse est principalement due à une augmentation des exportations de pommes de terre, particulièrement vers les pays d'Europe, qui ont souffert d'une récolte médiocre. Même si l'on prévoit un accroissement des approvisionnements fournis par les producteurs des États-Unis, le prix des pommes de terre restera probablement à son niveau convenable actuel jusqu'au milieu de 1977. Par ailleurs, les perspectives dans le secteur de l'agriculture ne sont pas très encourageantes, étant donné que le prix du boeuf a tendance à demeurer bas, que les contingents de lait ont été réduits et que le coût des facteurs de production continue de grimper.

#### *La pêche*

L'industrie de la pêche dans l'Atlantique a repris quelque peu de vigueur depuis l'année dernière, les marchés s'étant raffermis et les prix ayant remonté graduellement. Si l'on compare les données préliminaires concernant les débarquements de poisson des dix premiers mois de 1975 et de 1976 dans cette région, on constate qu'il y a eu un taux d'augmentation de 5 pour cent en volume et de 17 pour cent en valeur. Les résultats annuels définitifs, toutefois, ne représenteront sans doute pas des augmentations aussi importantes, car l'imposition de nombreux contingents a forcé la fermeture de certaines zones maritimes plus tôt qu'en 1975. On accueille favorablement dans la région la fixation de la limite de pêche à 200 milles, en vigueur depuis janvier 1977; toutefois, les bénéfices rattachés à cette décision ne se feront sentir qu'à long terme, au fur et à mesure que les ressources épuisées se reconstitueront. Les perspectives pour 1977 ne sont pas encourageantes; on prévoit que les prix resteront passablement stables,

que les pêcheurs seront forcés de s'éloigner de la côte (étant donné que les contingents seront réduits dans les zones où ils ont l'habitude de pêcher, même si cette réduction sera compensée par le fait que les allocations canadiennes augmenteront quelque peu dans l'ensemble) et qu'il y aura un resserrement entre les coûts de production et les prix de vente.

### *Les forêts*

Au cours de 1976, la croissance du secteur forestier a été ralentie par les conflits de travail et la hausse des marchés d'exportation des pâtes et papiers ainsi que du bois d'oeuvre n'a pas été aussi forte que prévue. Cependant, on a noté certaines améliorations pendant le deuxième et le troisième trimestre de l'année, même si les marchés paraissent ne se renforcer que très lentement et si les accumulations de stocks et la faible productivité ont entraîné certaines fermetures temporaires. À plus long terme, un certain nombre de problèmes structurels importants menacent l'industrie du bois et des produits du bois dans la région. La qualité du bois est faible et les dégâts causés aux forêts par la tordeuse des bourgeons de l'épinette sont très importants. Certaines usines de pâtes et papiers ayant tendance à tomber en désuétude, la productivité est faible. Le manque de concurrence qui en résulte fait en sorte que la production ne s'améliore vraiment que lorsque les marchés sont forts et la production est entravée au premier signe de fléchissement de la demande.

### *Les mines*

Les mines constituent probablement le secteur de l'économie régionale qui se porte le mieux. Les livraisons de minerai de fer du Labrador ont accusé une forte reprise au cours du second semestre de 1976. Après une longue grève survenue au début de l'année dans le nord du Nouveau-Brunswick, les mines de métaux communs réagissent favorablement à une amélioration de ces marchés. La production de charbon au Cap-Breton a augmenté de 20.5 pour cent pour atteindre 2.2 millions de tonnes. On prévoit d'autres augmentations importantes en 1977 et les perspectives à long terme paraissent bonnes par suite de la hausse des prix du pétrole, des contrats conclus avec la Nova Scotia Power Commission et la société Stelco et de la construction d'une usine de production de charbon à Lingan. La recherche de pétrole au large de l'île de Sable se continuera pendant toute l'année. Par contre, la Kaiser Aluminum and Chemical Corporation a fermé sa mine de célestine et mis fin à sa production de strontium au Cap-Breton, supprimant ainsi 100 emplois.

### *Le secteur manufacturier*

Le rendement du secteur manufacturier a été variable en 1976. De façon générale, la fabrication de produits primaires s'est bien portée. La production de pâtes et papiers, comme on l'a mentionné précédemment, a été ralentie au début de l'année par suite de conflits de travail, mais elle

s'est renforcée, de même que les livraisons, après le premier trimestre de l'année. D'autre part, on a enregistré un certain nombre de faillites ou d'échecs importants pendant l'année, si bien que, à la fin de 1976, certaines entreprises étaient entre les mains de syndicats de faillite ou de l'État. On a également enregistré un grand nombre de mises à pied. Au total, les livraisons régionales de produits manufacturés n'ont pas connu une hausse importante par rapport à 1975, n'ayant augmenté pendant les dix premiers mois que de 7.3 pour cent, en dollars courants, par rapport au niveau de l'année précédente, comparativement à 12.1 pour cent à l'échelle nationale.

### *La construction*

Le niveau global d'activité dans l'industrie de la construction en 1976 a baissé par rapport à l'année précédente, même si le secteur résidentiel a fait preuve d'une certaine vigueur et si les investissements dans des projets énergétiques ont connu une augmentation. Cependant, dans le secteur du logement, le marché immobilier s'est affaibli dans la seconde moitié de l'année. Les prix des maisons se sont stabilisés et ont même régressé dans certaines régions. Cette situation peut exercer une influence néfaste sur le nombre des mises en chantier en 1977. D'autre part, on prévoit que les coûts de plus en plus élevés de l'énergie entraîneront, pendant un certain temps, une grande activité dans la réalisation de projets énergétiques. Dans l'ensemble, toutefois, on ne prévoit pas une industrie de la construction vigoureuse cette année. On s'attend en particulier à ce que les investissements dans les projets gouvernementaux, industriels et commerciaux soient plutôt faibles.

### *Les services*

Le secteur des services reste celui qui croît le plus rapidement dans la région de l'Atlantique. En 1976, l'emploi dans les services a augmenté de 2.8 pour cent, comparativement à 1.4 pour cent pour l'emploi total, et sa part de ce total est passée lentement, entre 1975 et 1976, de 69.5 à 70.5 pour cent. Le nombre d'emplois dans les services collectifs, commerciaux et personnels a augmenté, à lui seul, de 3.1 pour cent, passant ainsi à 200 000.

Cependant, certaines entreprises de services ont été gênées dans leurs activités par les conditions économiques généralement faibles en 1976. Le niveau d'emploi dans le commerce, les transports, les finances, l'assurance et le commerce immobilier n'a ainsi pratiquement pas changé. Le chiffre d'affaires du commerce de détail au cours des dix premiers mois de l'année a excédé le niveau de l'année précédente de 12.2 pour cent, mais les ventes de biens durables ont été plutôt faibles. Les ventes de voitures privées neuves ont particulièrement baissé par rapport à la même période de l'année précédente.

## TERRE-NEUVE

### *APERÇU GÉNÉRAL*

Les avertisseurs économiques courants ont continué de traduire, en 1976, l'inaptitude de l'économie de Terre-Neuve à engendrer un quelconque élément de croissance structurelle qui soit capable d'exercer une influence favorable et qui soit indépendant de l'économie nationale et de la situation internationale. Le produit intérieur réel de Terre-Neuve a connu une croissance considérablement inférieure à la moyenne canadienne. Par contre, le taux de chômage a baissé à moins de 14 pour cent alors que le total des revenus personnels s'est accru de 15.2 pour cent. En 1977, cette province compte toujours sur une remontée de la demande internationale pour ses nouveaux produits d'exportation afin de stimuler sa croissance économique; toutefois, on s'attend à ce que l'accroissement de la production dans cette province soit, encore une fois en 1977, inférieur à la moyenne canadienne.

Les éléments qui ont soutenu l'économie de Terre-Neuve en 1976 ont été, une fois de plus et pour une large mesure, l'injection massive de fonds fédéraux dans la province et les dépenses d'exploitation du gouvernement provincial, financées en partie par des emprunts à long terme. Ces deux piliers de l'économie ont été, et sont encore, influencés par la politique actuelle de restriction financière des deux niveaux de gouvernement. Les paiements de transfert versés à la province par le gouvernement fédéral excèdent les recettes perçues dans la province. D'ailleurs, le revenu personnel dépend beaucoup des paiements de transfert du gouvernement. Le budget provincial, qui s'élevait à près de \$1.1 milliard en 1976, était constitué à 42 pour cent par des contributions fédérales, à 40 pour cent par des recettes perçues dans la province et à 18 pour cent par des emprunts. La dette provinciale par habitant a atteint \$3 800 en 1976, soit plus de deux fois la moyenne nationale.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

L'accroissement de la population de Terre-Neuve est resté passablement constant au cours des dernières années, ayant été d'environ 6.8 pour cent entre juin 1971 et juin 1976. La population a atteint 557 725 habitants en 1976; cependant, bien qu'il soit difficile de fixer un chiffre pour les années intercensitaires, les indicateurs de fin d'année révèlent une émigration accrue des travailleurs qualifiés de la construction et des mécaniciens.

## LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le nombre des salariés est passé à 158 500 en 1976, ce qui constitue une hausse de 4 pour cent. Le taux de chômage est tombé à 13.6 pour cent, alors qu'il était de 14.2 pour cent en 1975. Le taux de participation enregistré à Terre-Neuve reste, malgré tout, très inférieur à la moyenne nationale. Le salaire hebdomadaire moyen a augmenté de 13.4 pour cent au cours des trois premiers trimestres de 1976, s'élevant à \$220, comparativement à une moyenne nationale d'environ \$225.

## L'INVESTISSEMENT

On estime qu'en 1976 les dépenses en immobilisations à Terre-Neuve ont dépassé \$805 millions, ce qui constitue une hausse de 12.8 pour cent par rapport à l'année précédente. La croissance des investissements a été particulièrement forte dans les services d'utilité publique et dans la construction résidentielle, qui ont accusé des hausses respectives de 68.3 et de 31.8 pour cent.

On s'attend à ce que le taux de croissance des dépenses en immobilisations, en dollars courants, gravite autour de 2.5 pour cent en 1977. Cependant, le fait que de 20 à 30 pour cent de ces dépenses doivent être engagées par les gouvernements laisse place à de l'incertitude. En effet, en raison des politiques actuelles de restriction, de nombreux projets peuvent être abandonnés, ce qui aurait un effet dépressionniste marqué sur la construction et les activités connexes.

## ANALYSE SECTORIELLE

### *La pêche*

Le volume et la valeur des débarquements de poissons à Terre-Neuve accusaient une hausse appréciable pour les dix premiers mois de 1976, comparativement à la période correspondante de l'année précédente. Les débarquements se sont élevés à 255 000 tonnes métriques et leur valeur a été de \$52.3 millions, ce qui représente des augmentations de 20.1 et de 31.3 pour cent respectivement. En 1975, les débarquements avaient subi une baisse en raison de conditions météorologiques défavorables, d'arrêts de travail et d'une diminution importante des stocks de poisson. En 1976, cependant, le temps a permis une excellente saison de pêche.

Cette industrie n'a pas réussi à atteindre de nouveau le volume des débarquements qu'elle atteignait il y a quelques années et n'a pas rejoint sa rentabilité passée. Les perspectives à long terme de l'industrie de la pêche à Terre-Neuve seront de beaucoup modifiées par l'établissement récent de la limite de pêche à 200 milles. On s'attend à ce que la surveillance plus étroite des prises effectuées par les bateaux étrangers assure aux pêcheurs des niveaux de prises plus élevés et des revenus plus stables.

### *Les forêts*

En 1976, le volume de la production de papier-journal et de carton doublure a atteint un peu moins de 800 000 tonnes courtes en raison des conflits de travail qui ont paralysé toute cette industrie pendant le premier trimestre et des interruptions prolongées de la production qui ont touché l'usine de la société Labrador Linerboard. Un fléchissement du marché mondial des pâtes et papiers a, en outre, contribué à une baisse de 10.4 pour cent de la production du bois de pâte, comparativement à la même période de l'année précédente.

On s'attend à ce que les deux papeteries que compte Terre-Neuve fonctionnent presque à pleine capacité en 1977. Cependant, l'avenir de l'usine de carton doublure de Stephenville, dont les pertes pour 1976 sont estimées à \$50 millions, est compromis. Les conditions actuelles du marché mondial du carton doublure sont peu favorables; elles pourraient toutefois s'améliorer en 1977.

### *Les mines*

Les perspectives à Terre-Neuve sont encourageantes en ce qui concerne l'exploitation minière. On estime que la production de 1976 a dépassé de 14 pour cent celle de 1975.

Les États-Unis constituent pour Terre-Neuve un important marché d'exportation de minerais. Or, ce pays donne actuellement des signes de reprise économique et le marché des exportations de minerais devrait donc s'améliorer. Le minerai de fer du Labrador occidental représente, en valeur, environ 85 pour cent de toute la production minière de la province. L'exploitation de la nouvelle mine de zinc à Daniel's Harbour accroît la diversité des produits de ce secteur. Cependant, la société Asarco Mines, à Buchans, aura bientôt épuisé ses réserves exploitables, tandis que la Consolidated Rambler Mines, à Baie-Verte, a diminué sa production en raison de difficultés liées à la pollution par le mercure et des prix peu élevés du cuivre.

L'exploitation minière emploie dans la province quelque 6 300 travailleurs. Les données les plus récentes révèlent que le salaire hebdomadaire provincial moyen dans ce secteur est de \$326.48 par rapport à \$310.54 à l'échelle nationale.

Des travaux d'exploration se sont poursuivis en 1976 au large de la côte du Labrador, en vue de trouver du pétrole et du gaz naturel. Les experts des entreprises et du gouvernement continuent d'espérer qu'un dépôt exploitable sera découvert et mis en valeur d'ici dix ans.

### *Le secteur manufacturier*

La valeur des livraisons de produits manufacturés au cours des dix premiers mois de 1976 était inférieure de 14.1 pour cent à celle de la période correspondante de l'année précédente; on s'attend à ce que cette tendance se soit maintenue pendant le reste de l'année. Cette diminution est due en grande partie à la fermeture de la raffinerie de pétrole de Come-by-Chance.

### *La construction*

La construction a marqué une faible hausse (6.9 pour cent) par rapport à 1975, avec un volume d'affaires de \$699 millions. Cette hausse résulte principalement d'une activité accrue dans la construction résidentielle. Plusieurs grands travaux ont été achevés en 1976. Le nombre insuffisant de nouveaux projets et la remise, à une date indéterminée, de l'aménagement hydro-électrique du bas Churchill ont plongé ce secteur dans des difficultés financières qui auront pour effet de réduire l'activité à un niveau extrêmement bas en 1977. Des entrepreneurs prévoient que le taux de chômage pourrait atteindre jusqu'à 80 pour cent dans la construction non résidentielle. L'effectif provincial de la construction est d'environ 15 000 travailleurs, soit approximativement 10 pour cent de la population active totale. On signale que l'exode des travailleurs qualifiés a déjà commencé.

### *ANALYSE RÉGIONALE*

L'apport de Saint-Jean à l'économie de la province se maintient. Les difficultés de production et de mise en marché de la société Labrador Linerboard ébranlent sérieusement l'économie et font sentir leur influence à Stephenville, où se trouve l'usine, ainsi que dans les zones de coupe de bois du Labrador. La région de Happy Valley-Goose Bay se ressent encore de la remise à plus tard des travaux de l'île Gull. Pour la première fois depuis la mise en valeur de ses gisements de fer, la région de Labrador City-Wabush souffre du chômage. Ce dernier est dû à l'afflux de travailleurs venant d'autres parties de la province, qui résulte à son tour de la faiblesse généralisée de l'économie provinciale.

## L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

### *APERÇU GÉNÉRAL*

En 1976, l'Île-du-Prince-Édouard a connu un taux très élevé de chômage. Ce haut niveau de chômage est attribuable à la baisse importante des activités dans le secteur de la construction par suite de la diminution des investissements dans les grands projets gouvernementaux et institutionnels, de même que dans celui de la construction résidentielle. Cette diminution de l'emploi dans le secteur de la construction n'a été que partiellement compensée par de légères augmentations des activités dans de nouvelles usines de fabrication de peu d'importance. Même si la production (et les recettes qui en résultent) s'est accrue considérablement dans les domaines primaires de l'agriculture et de la pêche, elles n'ont que peu contribué à l'augmentation de l'emploi dans le secteur de la transformation.

Le taux de croissance de la production en 1977 devrait être inférieur à la moyenne canadienne, alors que le niveau d'emploi pourra enregistrer une légère hausse par rapport à 1976. Le taux de chômage, pour sa part, devrait légèrement s'accroître.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

Selon le recensement du 1<sup>er</sup> juin 1976, l'Île-du-Prince-Édouard comptait 118 229 habitants; cela représente une augmentation de 5.9 pour cent par rapport à 1971, alors qu'il n'y avait que 111 641 habitants. La population des côtes est et ouest de l'île est demeurée à peu près la même, tandis que celle du centre de l'île (comté de Queens) s'est accrue de 51 135 à 56 414 habitants entre 1971 et 1976. La population des deux principaux centres, Charlottetown et Summerside, a diminué considérablement entre 1971 et 1976, mais celle de périphérie de ces deux villes s'est suffisamment accrue pour amplement compenser ce déclin.

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

On prévoit que la population en âge de travailler à l'Île-du-Prince-Édouard augmentera plus lentement en 1977 qu'elle ne l'a fait au cours des deux dernières années, pour atteindre le chiffre de 86 000 environ vers la fin

de 1977. L'augmentation considérable du taux de participation, qui a engendré un accroissement rapide de la population active au cours des deux dernières années (qui est passée de 45 000 personnes en 1974 à 48 000 en 1976), devrait également sensiblement ralentir en 1977; la population active devrait ainsi s'accroître de 2 pour cent environ. Le taux annuel moyen de chômage en 1976 excédait à peine 10 pour cent à l'Île-du-Prince-Édouard et on s'attend à ce qu'il demeure au-dessous de ce niveau en 1977.

L'emploi sur la côte est et sur la côte ouest de l'île est très précaire puisqu'il subit les fluctuations saisonnières et naturelles dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la transformation, activités qui prédominent dans ces régions. Le taux de chômage sur la côte est et sur la côte ouest de l'île pendant l'hiver est supérieur au double de celui de la région de Charlottetown, qui présente une économie plus diversifiée.

### *L'INVESTISSEMENT*

Le niveau des investissements publics et privés à l'Île-du-Prince-Édouard en 1976 a atteint \$106.4 millions, en baisse de 9.6 pour cent par rapport à 1975. Cette diminution est attribuable à une réduction des investissements de l'ordre de 25 pour cent dans les secteurs du commerce et des services et de 20.7 pour cent dans les investissements gouvernementaux et institutionnels. L'effet de ce déclin sur l'emploi a été dévastateur, surtout dans le secteur de la construction. Une reprise importante de l'investissement est prévue en 1977 dans le secteur public.

### *ANALYSE SECTORIELLE*

#### *L'agriculture*

L'agriculture s'est considérablement améliorée en 1976 par rapport à 1975. Le revenu en espèces des agriculteurs, entre janvier et octobre 1976, était de quelque 27 pour cent supérieur à celui enregistré au cours de la même période en 1975. La culture des pommes de terre intervient pour une large part dans cette augmentation, passant de \$10.3 millions en 1975 (janvier à septembre) à \$30.6 millions en 1976 (pour la même période). Les recettes provenant de la vente des produits laitiers ont elles aussi considérablement augmenté au cours de la dernière année. Bien que les prix du boeuf et du porc aient été peu élevés, les recettes totales ont légèrement augmenté grâce à un accroissement du volume des ventes.

La production de pommes de terre en 1976 a été beaucoup plus élevée et le nombre d'acres ensemencées, plus considérable que l'année précédente. C'est vers l'Europe que les livraisons se sont avérées les plus nombreuses, ce qui signifie que les prix sont demeurés fermes. Cette tendance devrait se poursuivre aussi longtemps que les exportations seront soutenues. Ces prix élevés devraient favoriser davantage la culture de la pomme de terre en 1977.

## *La pêche*

La valeur des débarquements de poissons en 1976 a été de \$11.8 millions, ce qui représente une augmentation considérable par rapport aux \$10.7 millions enregistrés en 1975; ce phénomène est attribuable au plus grand nombre de prises et à une légère hausse des prix. La pêche au homard représentait environ 65 pour cent de la valeur totale du poisson débarqué au cours de 1976 et justifiait la plus grande partie de l'augmentation par rapport à 1975. Il est difficile de prévoir les débarquements pour la saison 1977 puisque plusieurs facteurs extérieurs influent sur le volume des prises. Des mesures importantes ont été cependant prises aux termes du Plan de développement de l'Île-du-Prince-Édouard afin de promouvoir l'industrie de la pêche et la productivité des pêcheurs. En outre, un programme de rachat des permis de pêche au homard a été mis en oeuvre pour restreindre le nombre de pêcheurs.

## *Le secteur manufacturier*

Le secteur de la transformation des aliments et du poisson emploie plus de 75 pour cent des travailleurs de l'industrie manufacturière de l'Île-du-Prince-Édouard. Le niveau de l'emploi s'est légèrement accru en 1976 dans ce secteur, ce qui montre bien l'augmentation des produits de l'agriculture et de la pêche, même si une grande partie de l'augmentation dans le secteur agricole n'a pas eu de répercussions sur la transformation, des produits ayant été exportés en vrac. Quoi qu'il en soit, l'emploi dans le secteur de la transformation demeure surtout saisonnier; pendant les mois d'hiver, plus de 1 200 personnes de ce secteur étaient en chômage.

Des mesures ont été prises aux termes du Plan de développement pour encourager la prolifération de petites usines de fabrication par la création de zones et de parcs industriels. Une nouvelle zone industrielle sera aménagée à Summerside en 1977, mais ce n'est qu'au cours des prochaines années qu'elle favorisera l'emploi. L'expansion du secteur de la transformation en 1977 aura des effets bénéfiques sur l'emploi dans le secteur de la construction et de la transformation.

## *La construction*

La valeur totale des travaux de construction effectués en 1976 était de \$90 millions, comparativement à \$99.7 millions en 1975, ce qui représente une diminution de 9.7 pour cent. Cette diminution reflète une réduction importante des grands projets gouvernementaux et institutionnels. La construction résidentielle en 1976 a, pour sa part, également subi une baisse importante; 950 permis de construire ont été délivrés en 1976, comparativement à 1 127 en 1975. Le chômage dans les métiers de la construction s'est maintenu à un niveau très élevé pendant la période estivale, ce qui est symptomatique du niveau généralement peu élevé d'activités dans ce secteur en 1976.

Il y aura une reprise des activités de la construction en 1977 puisque plusieurs nouveaux projets industriels, gouvernementaux et institutionnels sont mis en train. On prévoit que la construction résidentielle reprendra grâce aux stimulants offerts par les programmes fédéraux et provinciaux de logements à prix modique et aux projets de lotissement tels que ceux de Marysfield et de Hillsborough.

#### *Le tourisme*

Le nombre de touristes qui ont visité l'Île-du-Prince-Édouard entre le 15 mai et le 12 septembre 1976 a baissé de 6.2 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Cette baisse a été ressentie dans toutes les provinces Maritimes et est attribuable à différents facteurs dont la tenue des Jeux olympiques, la célébration du bicentenaire des États-Unis et l'augmentation du prix du pétrole. Par conséquent, les recettes totales relatives au tourisme en 1976 ont été de \$26.5 millions, soit 12 pour cent de moins qu'en 1975. En 1977, on prévoit rattraper de nouveau le niveau de 1975.

#### *Le commerce de détail*

Les dépenses des consommateurs ont été fortes pendant toute l'année 1976, même si le chômage a été élevé. Au cours des dix premiers mois de 1976, le commerce de détail a augmenté de 10.2 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. On prévoit que les ventes au détail augmenteront en 1977 en raison de la hausse des revenus personnels et de l'expansion d'autres secteurs de l'économie. Par conséquent, on s'attend à une augmentation modérée de l'emploi dans ce secteur.

#### *L'administration publique*

L'implantation à Charlottetown du ministère des Anciens combattants, qui a été annoncée récemment et qui devrait s'effectuer dans cinq ans, ne donnera pas lieu à une augmentation de l'emploi en 1977. En vertu des politiques actuelles d'austérité, le gouvernement provincial restreint la croissance de l'emploi dans la fonction publique et on peut même s'attendre à une légère réduction de l'emploi; une légère augmentation est cependant probable du côté du fédéral.

## LA NOUVELLE-ÉCOSSE

### *APERÇU GÉNÉRAL*

En 1976, plusieurs secteurs de l'activité économique de la Nouvelle-Écosse ont subi un ralentissement. Les industries primaires, pour la plupart, se sont comportées raisonnablement bien; cependant, des faiblesses dans le secteur manufacturier et le tourisme ont contribué à une augmentation prononcée du chômage dans la province, les taux ayant atteint dans certaines régions les plus hauts niveaux jamais enregistrés au cours des vingt dernières années. En 1977, on ne s'attend pas à ce que l'économie s'améliore beaucoup par rapport à 1976, mais la production réelle s'accroîtra probablement autant que la moyenne canadienne. Les taux de chômage augmenteront considérablement.

La montée des prix s'est ralentie vers le mois de novembre 1976 pour donner une augmentation annuelle de 5.2 pour cent (comparativement à 5.3 pour cent pour le pays) principalement en raison d'importantes baisses du prix des aliments. L'augmentation du prix des vêtements s'est considérablement modérée, mais les frais de logement et de transport se sont sensiblement accrus. La rémunération, compte tenu des contrôles, a augmenté de quelque 12.4 pour cent en 1976, comparativement à 15.3 pour cent en 1975.

Le commerce de détail a été soutenu en 1976 et a augmenté de 13.6 pour cent par rapport à l'année précédente.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

Les résultats du recensement de 1976 indiquent que la population de la province s'est accrue, principalement dans le centre, de 5.0 pour cent entre 1971 et 1976. La population a diminué dans les comtés les plus défavorisés économiquement (Cap-Breton, Richmond et Guysborough).

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

Le taux de chômage pour 1976 s'est situé, en moyenne, autour de 9.6 pour cent, ce qui représente une hausse de 1.8 points par rapport au taux de 1975 et de 2.5 points par rapport au taux du Canada pour la même période.

L'emploi n'a pas augmenté en 1976 par rapport à l'année précédente, bien que la population active se soit accrue de 1.9 pour cent au cours de la même période. On a constaté une augmentation de la population active, même si le taux de participation a quelque peu diminué en 1976. Les arrêts de travail ont augmenté de 17.3 pour cent par rapport à 1975.

### *L'INVESTISSEMENT*

Pour la troisième année consécutive, le nombre de faillites d'entreprises en Nouvelle-Écosse a augmenté, alors que les dépenses en immobilisations du secteur des affaires décroissaient, en termes réels, par rapport à 1975. Au 4 novembre, le nombre de sociétés incapables de respecter leurs obligations envers leurs créanciers s'établissait au total à 62, comparativement à 54 pour la même période en 1975 et à 28 pour toute l'année en 1974. La plupart des faillites sont survenues dans les domaines de la construction et du commerce de détail ou de gros. D'après les estimations, le nombre d'emplois perdus à cause de ces faillites oscillerait entre 478 et 590.

Par ailleurs, selon les données actuelles pour 1975 et les estimations préliminaires pour 1976, les dépenses en immobilisations auraient augmenté de 7.4 pour cent par rapport à 1975, atteignant \$990 millions, comparativement à une augmentation de 10.0 pour cent dans l'ensemble du Canada. En Nouvelle-Écosse, les investissements institutionnels et gouvernementaux atteignent 24.6 pour cent du total des investissements, comparativement à 15.7 pour cent dans l'ensemble du Canada. Les investissements dans le secteur manufacturier ont diminué de 31.5 pour cent, par suite d'une sous-utilisation des ressources existantes.

Au chapitre du commerce et des services, les investissements sont demeurés élevés en 1976, avec une augmentation de 10.0 pour cent par rapport à 1975, comparativement à une baisse nationale de 5.5 pour cent seulement. Il est cependant douteux que ce niveau d'activité se maintienne en 1977, étant donné qu'on parachèvera bientôt un certain nombre d'immeubles à bureaux dans la région de Halifax-Dartmouth et que le taux d'inoccupation des bureaux restera à un niveau élevé. Les projets d'utilité publique, de même que les projets gouvernementaux et institutionnels, pourraient bien être les seules initiatives importantes qui contribueront quelque peu à maintenir l'emploi dans la construction.

### *ANALYSE SECTORIELLE*

#### *L'agriculture*

L'agriculture a connu une année relativement bonne en 1976, les recettes agricoles, en espèces, ayant augmenté (jusqu'au mois de novembre 1976) de 6.0 pour cent par rapport à l'année précédente, comparativement à une baisse légère à l'échelle nationale. Les principaux progrès ont été enregistrés dans la production de pommes et de pommes de terre, dont les recettes ont augmenté de 17.5 pour cent et de 17.4 pour cent respectivement.

Les produits laitiers et la volaille ont également réalisé des progrès appréciables; cependant, la valeur de production des oeufs, des légumes et du boeuf ont accusé une baisse. Étant donné le ralentissement de l'augmentation des coûts de production, on s'attend à ce que les revenus réels atteignent des niveaux élevés.

### *La pêche*

En dépit de l'annonce de graves insuffisances, le rendement de l'industrie de la pêche a été satisfaisant en 1976, le volume des débarquements de poissons ayant augmenté de 39 pour cent et la valeur des débarquements, de 12 pour cent par rapport à 1975. La plus grande amélioration s'est produite pour les pétoncles, dont le volume a augmenté de 34 pour cent et la valeur, de 44 pour cent, surpassant ainsi pour la première fois le homard pour ce qui est de la valeur des débarquements. La quantité et la valeur des débarquements de homards ont été considérablement moindres qu'en 1975. Des hausses importantes dans les prises de morues, d'aigle-fins, de sébastes et de poissons plats ont contribué à accroître de 14 pour cent le volume des débarquements de poissons de fond et de 13 pour cent leur valeur. Pour ce qui est des espèces pélagiques, les débarquements ont diminué de 13 pour cent en volume par rapport à 1975, mais leur valeur s'est accrue de 16 pour cent, principalement en raison de meilleurs prix pour le hareng (dont les débarquements ont diminué de 16 pour cent en volume mais augmenté de 18 pour cent en valeur). Cette amélioration résulte en grande partie des efforts déployés par le gouvernement pour faire du hareng un mets en lui-même, plutôt qu'un élément de préparations alimentaires. Les perspectives pour 1977 ne sont cependant pas très encourageantes pour l'industrie de la pêche en Nouvelle-Écosse. Les zones traditionnelles de pêche, en particulier le plateau écossais, souffrent principalement d'une réduction des contingents consécutive à une baisse des ressources marines.

### *Les forêts*

Handicapée par une faible demande et des stocks élevés, la production de bois de pâte avait subi une baisse de 20.1 pour cent à la fin d'octobre. L'accroissement rapide des mises en chantier de logements avait porté la production de bois d'oeuvre à 132.4 millions de pieds-planche; ce chiffre représente toutefois une diminution de 5.4 pour cent par rapport à 1975. On prévoit que les marchés d'exploitation pour le bois de pâte et les produits de la pâte augmenteront; on s'attend cependant à ce que les mises en chantier de logements diminuent en raison du nombre déjà élevé de maisons invendues.

### *Les mines*

L'activité économique a également été très intense dans le secteur minier. À la fin d'octobre, la production de charbon avait augmenté de 10.8 pour cent par rapport aux niveaux de l'année précédente, qui avaient été élevés. En 1976, les niveaux de production du gypse, deuxième minéral en importance

de la province, sont demeurés les mêmes qu'en 1975, mais devraient s'accroître en 1977 grâce à un redressement de l'économie américaine. En 1976, on a porté grand intérêt à l'exploitation de gisements de plomb et de zinc dans le comté de Halifax, aux découvertes de plomb, de zinc, d'étain et de cuivre près de Yarmouth, à l'exploitation de dépôts calcaires au Cap-Breton, à l'acquisition de cavernes de sel dans le détroit de Canso (où l'on pourrait entreposer du pétrole) et à l'achèvement de travaux d'exploration pétrolière (d'une valeur de quelque \$23 millions) au large des côtes de la province. Ce niveau élevé d'activité laisse présager une bonne année pour les mines en 1977, particulièrement dans le domaine du pétrole, Mobil Oil et Petro Canada ayant annoncé la mise sur pied d'un programme d'exploration de \$25 à \$43 millions.

### *Le secteur manufacturier*

En 1976, la plupart des industries manufacturières ont nettement ressenti la baisse de l'activité économique à laquelle elles avaient, en grande partie, échappé en 1975. Au total, en octobre, la valeur des livraisons avait augmenté de 11.5 pour cent par rapport à 1975, comparativement à 12.1 pour cent pour l'ensemble du Canada. La presque totalité des gains a toutefois été enregistrée dans l'industrie alimentaire, de même que dans les industries pétrolières et charbonnières. On a constaté des baisses dans les industries des pâtes et papiers et des produits connexes, de même que dans l'industrie du matériel de transport de grande valeur, à un moment où, à l'échelle du pays, ces industries augmentaient la valeur de leurs livraisons. Au sein des onze groupes (à deux chiffres, de la classification-type des industries manufacturières) pour lesquels des chiffres sont encore publiés par la province, seules les fabriques de bonneterie ont progressé à un taux supérieur au taux national. Les industries textiles ont progressé au taux national, soit 18.0 pour cent.

Ces données ne reflètent toutefois pas entièrement les faiblesses sous-jacentes de certains groupes manufacturiers. L'industrie métallurgique de la province a été particulièrement éprouvée par la conjoncture économique. Les 1 650 travailleurs licenciés de la Sysco, les 1 400 mises à pied aux ateliers de wagons de la Hawker-Siddeley à Trenton, les arrêts de travail prolongés à la Enheat de Amherst et les congédiements dans d'autres usines de la province ont augmenté les difficultés dans ces régions. L'insuffisance de commandes pour les chantiers navals de la province pourrait se traduire par des mises à pied massives en 1977, à moins que d'importants contrats de défense ou autres ne soient passés. Si les conditions actuelles persistent ou empirent, 1977 pourrait être décisive pour la survie de certaines entreprises d'industrie lourde en Nouvelle-Écosse.

Par contre, l'usine de pneus Michelin a annoncé en 1976 qu'elle procéderait à un agrandissement, ce qui créera plus de 200 emplois. De plus, on a trouvé un acquéreur (la société Masonite Canada) pour l'ancienne usine de l'ANIL d'East River, ce qui a permis de maintenir 375 emplois.

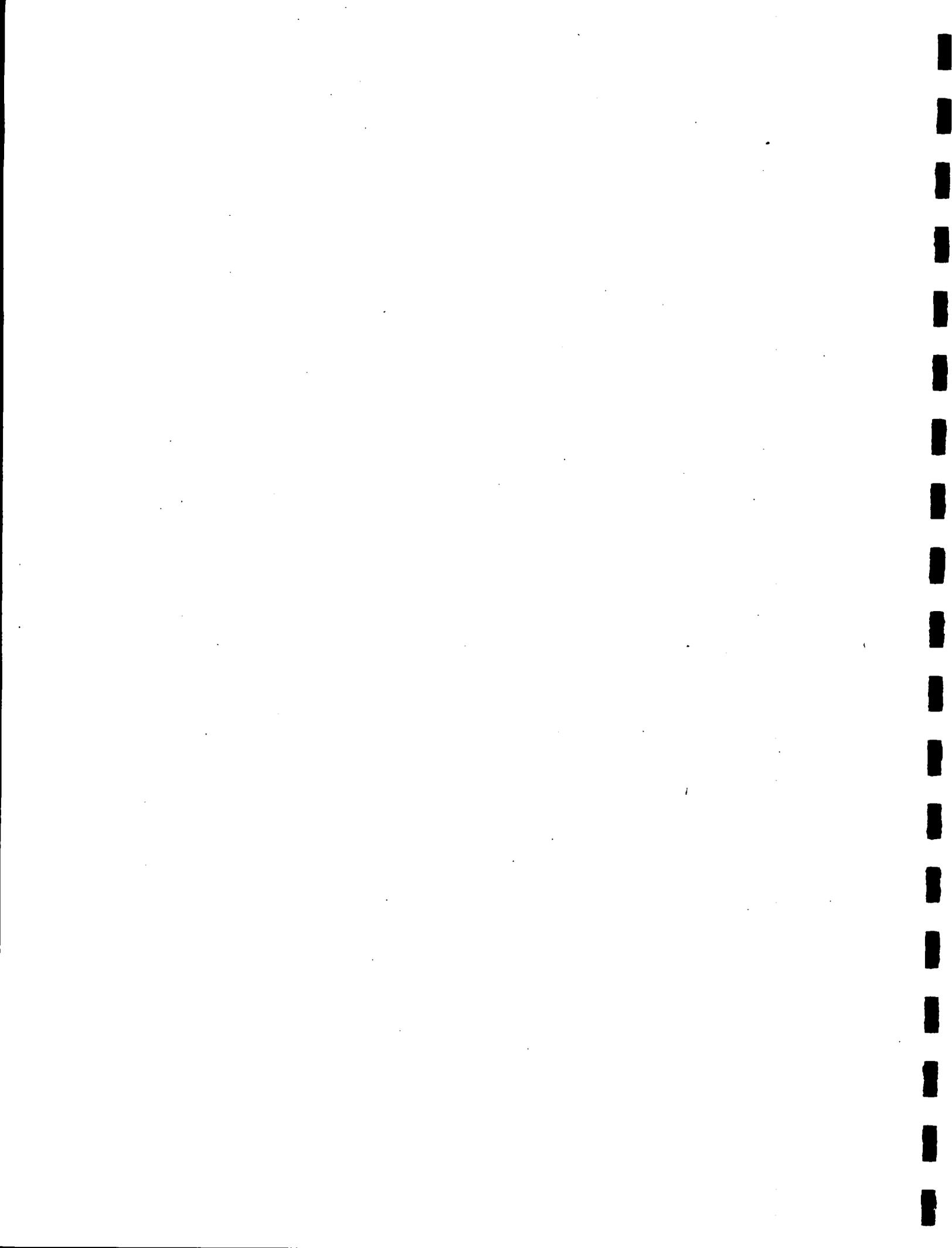
## *Le tourisme*

Mesurée en termes de jours d'hébergement, l'activité touristique a fléchi de près de 6 pour cent en octobre 1976, comparativement à la même période de l'année précédente. Plusieurs hausses de coûts ont gravement réduit les profits dans de nombreuses opérations touristiques.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

Le comté de Halifax a connu un taux de chômage de 7.0 pour cent en 1976, alors que celui du Cap-Breton a été de 12.7 pour cent. De plus, un taux de participation de 49 pour cent au Cap-Breton (comparativement à une moyenne de 55.2 pour cent pour l'ensemble de la Nouvelle-Écosse) indique qu'il se peut qu'on ne tienne pas compte actuellement dans les statistiques sur le chômage du cas d'un certain nombre de personnes aptes à travailler. Des licenciements à la société Sydney Steel, la fermeture de la Kaiser Strontium et la détérioration générale de la conjoncture économique ont porté l'indice composé de l'emploi dans l'industrie, pour Sydney, à son plus bas niveau depuis 1965, année où on a commencé à recueillir des données.

Dans d'autres régions du nord de la Nouvelle-Écosse, la conjoncture économique était également très mal en point, le taux de chômage se situant en moyenne autour de 12.4 pour cent. Des mises à pied aux ateliers de wagons de la Hawker-Siddeley à Trenton et dans d'autres entreprises métallurgiques ont semblé être à l'origine de la détérioration de la situation dans l'emploi.



## LE NOUVEAU-BRUNSWICK

### *APERÇU GÉNÉRAL*

La croissance de l'économie du Nouveau-Brunswick a été modérée en 1976, le produit intérieur réel ayant augmenté de 3 pour cent et l'emploi, de 1.3 pour cent, comparativement à 2.2 pour cent pour l'ensemble du Canada.

Cette croissance économique est due principalement à la poursuite de travaux reliés aux services d'utilité publique, amorcés en 1974, et à un rendement élevé du secteur des services résultant partiellement d'une augmentation des dépenses des consommateurs. On estime que, en termes réels, les ventes au détail ont augmenté de 9 pour cent et les revenus tirés du travail, de 6 pour cent. La vigueur relative du secteur de la construction et de celui des services a contribué à atténuer l'effet d'un piètre rendement dans d'autres secteurs de l'économie du Nouveau-Brunswick.

En 1976, la construction non résidentielle a diminué d'environ 7 pour cent par rapport à l'année précédente. Le secteur manufacturier a également réduit ses dépenses en immobilisations. Cette situation résulte d'un marché des capitaux généralement tendu et d'une reprise économique plutôt lente à l'échelle nationale et internationale.

On prévoit pour 1977 une croissance légèrement inférieure à la moyenne nationale. Cette croissance dépendra du redressement global des économies nord-américaine et européenne. On s'attend à un rendement accru dans le secteur des forêts et dans celui des mines; une croissance modeste dans le secteur manufacturier devrait engendrer un regain de confiance et, par conséquent, un accroissement des investissements. Cependant, compte tenu du taux d'accroissement prévu de la population active et d'un afflux continu de nouveaux résidents, le taux de chômage demeurera encore supérieur à 11 pour cent.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

De juin 1971 à juin 1976, la population du Nouveau-Brunswick s'est accrue de 6.7 pour cent, pour atteindre le nombre de 677 250 habitants, tandis que le Canada accusait une hausse de 6.6 pour cent. La pyramide des âges de cette province comporte d'importantes concentrations aux deux extrêmes (qui regroupent respectivement la population de moins de 15 ans et celle de

65 ans ou plus), ce qui rend son ratio de dépendance (le chiffre des personnes à charge par rapport à celui de la population active) supérieur à celui du Canada pris dans son ensemble; on peut donc s'attendre à ce que l'accroissement de sa population active soit au-delà de l'accroissement national. En outre, si le mouvement d'immigration actuel persiste au Nouveau-Brunswick, les pressions en vue de créer des emplois iront s'intensifiant.

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

Tout comme au début des années 70, la population active a continué de s'accroître en 1976 à un taux supérieur à la moyenne nationale. Cela résulte d'une pyramide des âges où, par rapport à l'ensemble du Canada, prédominent les jeunes.

L'augmentation du nombre de personnes sur le marché du travail ne s'est pas accompagnée d'une augmentation équivalente du nombre d'emplois disponibles. Pour 1976, on prévoit, au chapitre de l'emploi, une hausse relative d'environ 1.3 pour cent pour la province, par rapport à 2.2 pour cent pour le pays. En 1976, l'emploi ne s'est accru pratiquement que dans le secteur des services, qui a enregistré un taux de 4.5 pour cent, tandis que les industries productrices de biens accusaient une diminution de 4.1 pour cent par rapport aux niveaux de 1975.

Par suite des augmentations de la population active et des changements dans la disponibilité des emplois, le nombre moyen de chômeurs est passé de 25 000 en 1975 à 29 000 en 1976, ce qui représente une augmentation de 16 pour cent.

### *L'INVESTISSEMENT*

En 1976, peu de gains réels ont été enregistrés au chapitre de l'investissement au Nouveau-Brunswick, alors que, en dollars courants, on accusait un retard de 4.5 pour cent par rapport à 1975. Les services d'utilité publique, avec une augmentation de 14.8 pour cent, sont demeurés le principal secteur d'investissement en 1976. Dans le secteur minier, les principaux efforts d'expansion ont été déployés par la Brunswick Mining and Smelting et la Health Steel. La plus grande déception est venue du secteur manufacturier, où l'on estime que les investissements ont diminué de quelque 44.5 pour cent. De même, les projets institutionnels et gouvernementaux, à cause des restrictions budgétaires, ont accusé une baisse de 0.6 pour cent. Dans l'ensemble, les dépenses en immobilisations du secteur des affaires accusaient une baisse de 11.4 pour cent par rapport à un taux d'accroissement de 4.3 pour cent à l'échelle nationale.

## *ANALYSE SECTORIELLE*

Exception faite des marchés d'exportation du secteur minier et de la production de pommes de terre, l'exportation est demeurée relativement peu active. De même, la baisse du niveau de construction commerciale et industrielle a affecté le niveau d'ensemble de la construction, un secteur qui s'était avéré dynamique en 1975.

### *L'agriculture*

Dans le secteur primaire, l'agriculture a conservé un niveau d'emploi normal, puisqu'elle a occupé quelque 6 000 personnes et qu'elle a enregistré une augmentation de production de 11 pour cent, notamment en raison de conditions favorables pour la culture des pommes de terre au Nouveau-Brunswick. Des estimations préliminaires des recettes agricoles indiquent une amélioration sensible par rapport aux bas niveaux de 1975, soit une augmentation d'environ 19 pour cent.

### *Les mines*

Avec ses importantes ressources en zinc, en plomb et en cuivre, le secteur minier continue d'être un pilier de l'économie de la province. Toutefois, la grève de trois mois à la Brunswick Mining and Smelting a influé sur le rendement de ce secteur. En ce qui a trait à la production et à l'emploi, les estimations préliminaires indiquent que la production réelle a diminué d'environ 4 pour cent et l'emploi, de 50 800 jours-hommes par suite de la grève.

### *Le secteur manufacturier*

Dans le secteur manufacturier, les livraisons ont augmenté d'environ 12 pour cent, taux comparable à celui de l'ensemble du pays. Cette vigueur du marché provient principalement des industries traditionnelles du secteur, les exportations de pâte de bois et la production de bois d'oeuvre ayant augmenté. Le niveau relativement élevé de la construction résidentielle a fait prospérer le marché intérieur du bois d'oeuvre, provoquant une majoration substantielle des prix en 1976, de même qu'une augmentation du volume de la production. En 1976, le secteur manufacturier a connu certaines difficultés et plusieurs entreprises ont dû fermer leurs portes au cours de l'année. Au total, les diverses fermetures et grèves ont entraîné dans le secteur manufacturier une diminution absolue de 2 000 emplois. La croissance de la production dans ce secteur est cependant demeurée positive, le taux de croissance estimé de la production réelle étant de l'ordre de 5 à 6 pour cent, reflétant ainsi une amélioration au chapitre de la productivité.

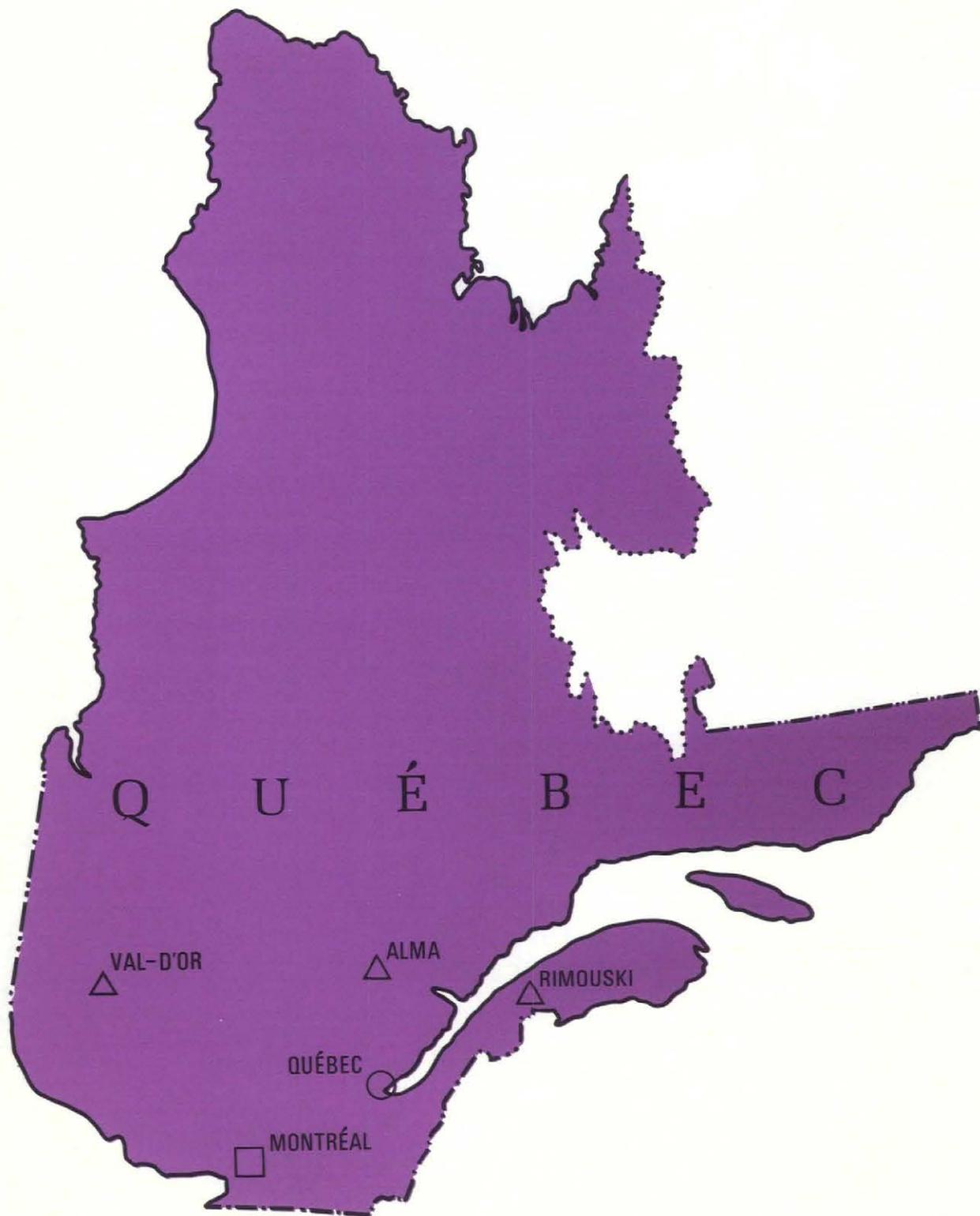
## *Les services*

Le secteur des services a été le principal pilier de l'économie de la province. Des dépenses accrues des consommateurs, résultant de majorations des traitements et des salaires de l'ordre de 13 pour cent, ont fourni à ce secteur un stimulant positif.

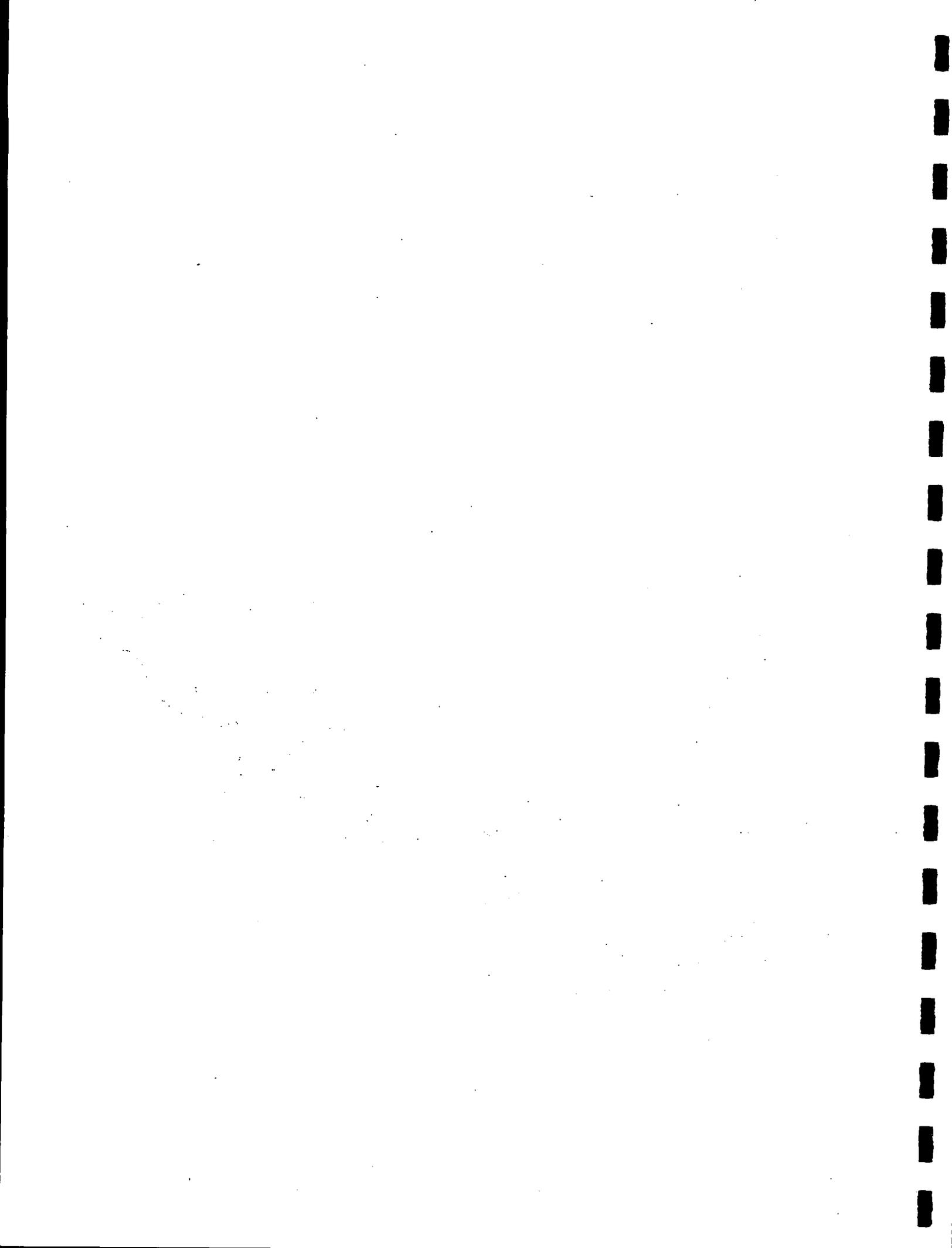
## *ANALYSE RÉGIONALE*

Les inégalités régionales constituent un grave problème au Nouveau-Brunswick. En 1976, c'est dans les régions rurales de la province, qui n'ont pas bénéficié de l'activité des services, en grande partie centrée dans les villes, que le rendement économique a été le plus faible.

Les estimations actuelles révèlent que le taux d'emploi pour le nord-est, exprimé en pourcentage du taux provincial, est passé de 81.4 pour cent en 1975 à 74.9 en 1976. La grève à la Brunswick Mining and Smelting et la baisse générale de l'embauche dans l'industrie de la pêche ont contribué à la détérioration de l'emploi dans la région. Le ralentissement des activités de la construction commerciale dans la région de Saint-Jean et une série de fermetures d'usines ont engendré une diminution du taux d'emploi dans cette région, qui s'est répercutée sur l'emploi dans d'autres régions de la province. La région centrale, dont Fredericton est la principale ville, s'est maintenue en 1976 en partie grâce à un emploi stable dans la fonction publique et à un secteur des services prospère. La région du sud-est a réalisé des progrès appréciables, comparativement aux bas niveaux atteints en 1975, grâce à une activité accrue, engendrée en grande partie dans les activités des services, centrés à Moncton.



- BUREAU RÉGIONAL
- BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



## LA RÉGION DU QUÉBEC

### *APERÇU GÉNÉRAL*

La situation de l'économie québécoise se caractérise par l'existence de nombreux éléments d'incertitude et par plusieurs signes de faiblesse. Le niveau alarmant du chômage et la faiblesse des investissements privés constituent les problèmes les plus sérieux à l'heure actuelle.

En 1976, la croissance de l'économie québécoise, mesurée en termes de produit intérieur brut réel, atteignait un niveau quelque peu inférieur à ceux de l'Ontario et du Canada dans son ensemble, qui approchaient 5 pour cent. La croissance de l'activité économique a été particulièrement forte au cours du premier semestre de l'année pour ralentir brusquement par la suite. Les dépenses des consommateurs, de même que la vigueur exceptionnelle de la construction résidentielle, ont constitué, pour l'ensemble de l'année, les principaux facteurs d'expansion. Le nombre de logements mis en chantier a atteint 68 700 unités, comparativement à 50 700 unités en 1975, soit une augmentation de 25.6 pour cent. Les travaux de construction reliés aux Jeux olympiques, ainsi que le parachèvement de plusieurs projets dans le secteur commercial, constituent cependant l'élément le plus important qui ait contribué à la croissance au cours de la première moitié de l'année. La fin de ces travaux, alliée à la faiblesse des investissements privés et aux restrictions touchant les dépenses gouvernementales, a contribué à ralentir de façon significative la croissance de l'économie québécoise au second semestre.

Pour l'année 1977, l'analyse des principaux avertisseurs économiques révèle que le rythme de croissance de l'économie québécoise demeurera particulièrement faible, en deçà de la moyenne nationale; en effet, le produit intérieur brut réel du Québec n'augmenterait que d'environ 2.7 pour cent alors que ce chiffre, pour l'ensemble du Canada, pourrait atteindre 3.1 pour cent. Dans la conjoncture actuelle, peu de secteurs de l'activité économique semblent manifester un dynamisme suffisant pour assurer une reprise soutenue. C'est notamment du côté des investissements privés que les perspectives sont les plus décevantes, puisque les entrepreneurs demeurent réticents à s'engager dans de nouveaux projets compte tenu du climat d'incertitude actuel.

En ce qui a trait au marché du travail, l'année 1977 sera particulièrement difficile au chapitre de la création d'emplois, alors que l'on ne prévoit pas dépasser le nombre de 20 000 nouveaux emplois. Le taux de chômage ne diminuera donc pas et pourrait même s'accroître légèrement.

On anticipe également que les conditions difficiles inciteront plusieurs personnes à se retirer du marché du travail ou à émigrer vers d'autres provinces.

Si l'on considère les secteurs, on prévoit une croissance relativement faible dans l'industrie manufacturière en raison d'une faiblesse générale au niveau des exportations et du ralentissement des dépenses des consommateurs. Dans la construction, le niveau d'activité serait inférieur à celui de 1976, étant donné l'absence de nouveaux projets d'importance et la diminution anticipée dans la construction résidentielle. Quant au secteur agricole, on anticipe une nouvelle baisse du revenu net, estimée à quelque 16 pour cent, alors que le secteur de la pêche continuera d'être aux prises avec les mêmes difficultés qu'en 1976. Pour ce qui est du secteur minier, les perspectives semblent encourageantes pour les mines de fer et d'amiante alors qu'une légère reprise est prévue pour les mines d'or et de cuivre. Enfin, la progression des industries du secteur tertiaire demeurera limitée, notamment en ce qui concerne l'administration publique et les transports et les communications.

Face à ces conditions adverses, l'une des priorités immédiates au Québec sera d'insuffler un nouvel élan à la reprise de l'activité économique, grâce à des programmes particulièrement susceptibles de favoriser une reprise des investissements et l'emploi. Il faudra également privilégier des interventions sélectives axées sur les problèmes structurels fondamentaux de l'économie québécoise. Les déficiences de l'industrie manufacturière, le déclin de Montréal et les inégalités entre les régions constituent les plus importants de ces problèmes.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

La population du Québec s'est accrue en 1976 pour atteindre 6 234 000 habitants, ce qui représente un taux de croissance inférieur à ceux de l'Ontario et du Canada pris dans son ensemble. Depuis 1964, le Québec voit sa part de la population canadienne diminuer sans cesse. La faible croissance de la population québécoise en 1976 est attribuable à un accroissement naturel relativement lent et à l'émigration nette de quelques milliers de personnes.

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

Le ralentissement de l'activité économique au cours du second semestre de 1976 s'est traduit par une détérioration très marquée des conditions du marché du travail.

La sous-utilisation des ressources humaines a toujours été un problème majeur au Québec. Le taux de chômage s'y est traditionnellement maintenu à un niveau supérieur à la moyenne nationale et ce, malgré un taux de participation et une croissance démographique moins rapides. Depuis plusieurs années, cette situation s'explique surtout par la faiblesse observée dans la croissance de l'emploi.

En 1976, le nombre net d'emplois créés au Québec n'a été que de 27 000, ce qui représente la croissance la plus faible depuis le début des années 70 et un taux de croissance inférieur de moitié par rapport à ceux enregistrés en Ontario et dans l'ensemble du Canada. Cette faible progression de l'emploi a provoqué une augmentation importante du chômage, dont le taux passait de 8.1 pour cent en 1975 à 8.7 pour cent en 1976, alors qu'il diminuait de 6.3 à 6.2 pour cent en Ontario au cours de la même période. Le chômage touchait particulièrement les groupes de jeunes travailleurs. On note également que la période de chômage a tendance à être plus longue au Québec, puisque près de 41 pour cent des chômeurs étaient sans emploi depuis quatorze semaines ou plus alors que cette proportion n'était que de 34 pour cent pour l'ensemble du Canada. L'économie québécoise a été sérieusement perturbée en 1976 par les conflits de travail, alors que le nombre de jours-hommes perdus était en hausse de 65 pour cent par rapport à 1975 et était de trois fois supérieur à celui de l'Ontario.

L'examen de l'évolution de la situation, au cours de l'année, permet de constater que les conditions du marché du travail se sont graduellement détériorées depuis le deuxième trimestre et, en particulier, depuis juillet 1976. Le taux de chômage désaisonnalisé est passé de 7.9 pour cent au cours des deux premiers trimestres à 9.1 pour cent au troisième trimestre pour atteindre 9.9 pour cent au dernier trimestre. Ces données désaisonnalisées révèlent, du premier au dernier trimestre, une perte nette de 40 000 emplois et une augmentation de 56 000 dans le nombre de chômeurs, qui atteignait alors 270 000, soit 35 pour cent de l'ensemble des chômeurs canadiens.

#### *L'INVESTISSEMENT*

La croissance des dépenses en immobilisations en 1976 marque un ralentissement significatif par rapport au taux annuel moyen de 21 pour cent réalisé au cours de la période de 1971 à 1975. Selon les données de Statistique Canada, les dépenses en immobilisations au Québec ne se sont accrues, en dollars courants, que de 3.9 pour cent en 1976, comparativement à 10.0 pour cent dans l'ensemble du Canada. Cette perte de vitesse est attribuable au ralentissement des dépenses du secteur public, qui a suivi celui observé dans les investissements privés depuis 1975. Au cours des deux dernières années, la croissance des dépenses du secteur privé s'est brusquement ralentie et ce sont les dépenses du secteur public, notamment celles reliées aux grands projets tels ceux de la baie James, de l'aéroport international de Mirabel, des Jeux olympiques et de l'extension du métro et du réseau routier, qui ont contribué à soutenir la croissance des investissements au Québec. Ainsi, en 1976, le secteur public était directement responsable de 40.0 pour cent de l'ensemble des dépenses en immobilisations au Québec, alors qu'en Ontario cette proportion n'atteignait que 33.7 pour cent. Pour l'année 1977, l'enquête préliminaire de Statistique Canada sur les intentions d'investissements au Québec laisse entrevoir une meilleure performance, qui découlera de la vigueur de ses services d'utilité publique. Ainsi, les dépenses en immobilisations dans cette province pourraient s'accroître de 12.3 pour cent par rapport à 1976, alors que ce chiffre pour l'ensemble du Canada s'établirait à 8.1 pour cent.

## LES FINANCES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

La situation financière de la province de Québec demeure délicate. Lors de la mini-session de décembre dernier, le ministre des Finances du Québec présentait un budget supplémentaire de \$590 millions, portant ainsi le déficit réel à \$937 millions et le programme d'emprunts à \$1 331 millions pour l'exercice financier 1976-1977. Les revenus et les dépenses gouvernementales sont estimés respectivement à \$9 310 millions et à \$10 247 millions. Dans ces conditions, la marge de manoeuvre dont dispose le gouvernement du Québec pour amorcer de nouveaux programmes apparaît nettement réduite s'il ne veut pas augmenter les impôts ou recourir davantage aux emprunts.

### ANALYSE SECTORIELLE

#### *Le secteur primaire*

Le secteur agricole québécois a éprouvé certaines difficultés en 1976. Les revenus nets des agriculteurs québécois diminuaient de 11.7 pour cent, en raison surtout de la réduction de la production laitière suite aux contingents imposés par le gouvernement fédéral en réponse à la surproduction de lait industriel. Cette perte de revenus des producteurs laitiers fut partiellement compensée par une subvention de \$22 millions accordée par le gouvernement du Québec. Ce secteur devrait bénéficier, surtout au cours de l'année 1977, de l'élargissement des contingents introduit récemment par le gouvernement fédéral.

L'activité de la pêche au Québec s'est ressentie des restrictions imposées sous forme de contingents et d'interdits dans la zone du golfe Saint-Laurent. Ainsi, au cours des onze premiers mois de 1976, le volume des débarquements diminuait de 25 pour cent par rapport à la période correspondante en 1975, conduisant plusieurs entreprises de transformation à réduire sensiblement le nombre de leurs employés et à hausser leurs prix.

Le secteur forestier a pu bénéficier en 1976 de l'accroissement de l'activité dans les usines de pâtes et papiers et de la vigueur exceptionnelle de la construction résidentielle. La valeur des livraisons dans l'industrie des pâtes et papiers s'est accrue de 12.2 pour cent par rapport à l'année précédente, malgré un certain nombre de conflits ouvriers qui ont perturbé cette industrie au début de l'année. Profitant également de la relance observée dans la construction résidentielle, l'industrie du bois a vu la valeur de ses livraisons s'accroître de 14.6 pour cent par rapport à 1975, alors que l'emploi augmentait de 5.6 pour cent.

La croissance de la valeur de la production minière au Québec est évaluée à 22.7 pour cent en 1976, en comparaison de 15.4 pour cent pour l'ensemble du pays. Cependant, la situation varie d'un minéral à l'autre. Ainsi, le volume de la production de fer et d'amiante connaissait des augmentations respectives de 54.4 et de 57.5 pour cent en 1976, tandis que la production de cuivre n'augmentait que de 2.4 pour cent et celle du zinc

diminuait de 1.8 pour cent. Malgré une légère augmentation de volume, la valeur de la production d'or, à cause de la chute du prix, diminuait de 21.6 pour cent, ce qui a eu pour effet de mettre en péril la rentabilité de plusieurs mines.

### *Le secteur manufacturier*

Le ralentissement de la croissance de l'économie québécoise au cours de la dernière année est largement attribuable à la faiblesse de la reprise de l'activité dans le secteur manufacturier, qui s'est manifestée au Québec avec un certain retard par rapport à l'ensemble du Canada. Ainsi, la valeur des livraisons manufacturières en 1976 n'augmentait que de 7.9 pour cent au Québec, comparativement à 14.0 pour cent en Ontario et à 12.1 pour cent dans l'ensemble du pays. De même, l'emploi manufacturier n'augmentait que de 0.7 pour cent au Québec et de respectivement 4.1 et 2.9 pour cent en Ontario et au Canada. Quant aux dépenses en immobilisations du secteur manufacturier, elles augmentaient de 2.5 pour cent en 1975 et diminuaient de 19.5 pour cent en 1976, comparativement à des augmentations successives de 27.0 et 4.1 pour cent en Ontario.

La forte concentration de l'industrie manufacturière québécoise dans des activités à faible croissance explique, dans une large mesure, ce retard. Par ailleurs, plusieurs industries traditionnelles, largement représentées dans la structure manufacturière québécoise, continuent à connaître des difficultés en raison de l'affaiblissement de leur position concurrentielle. C'est notamment le cas dans l'industrie des pâtes et papiers et dans l'industrie des textiles et du vêtement. Depuis 1974, l'industrie québécoise des textiles et du vêtement a enregistré plusieurs fermetures d'usines et perdu plus de 21 000 emplois.

### *La construction*

En 1976 au Québec, la construction a, dans son ensemble, connu un niveau d'activité relativement élevé. L'emploi y a augmenté de 7 pour cent et la valeur totale de la construction, de 38 pour cent. Les secteurs les plus dynamiques ont été ceux de la construction résidentielle et commerciale, qui ont enregistré des hausses respectives de 38 et 63 pour cent, alors que la valeur de la construction industrielle, institutionnelle et gouvernementale plafonnait.

### *Le secteur tertiaire*

La performance du secteur tertiaire au Québec en 1976 a été loin d'être satisfaisante, alors que l'emploi ne s'y est accru que de 0.6 pour cent. Plusieurs secteurs ont subi des pertes d'emplois — les transports et les communications (15 000), les services d'utilité publique (2 000) et l'administration publique (5 000), notamment.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

L'ensemble des régions du Québec a été touché par le ralentissement de l'activité économique en 1976. En outre, de fortes inégalités économiques, notamment en ce qui a trait au marché du travail et au revenu, persistent.

### *La région montréalaise*

La région de Montréal a également connu un ralentissement important de l'activité économique en 1976, particulièrement au cours du second semestre. Ce ralentissement est d'autant plus inquiétant que cette région constitue le seul pôle véritable de développement au Québec et que son dynamisme influe considérablement sur l'ensemble de l'économie québécoise. Elle fournit en effet, à elle seule, les deux tiers de la production et 70 pour cent de l'emploi secondaire au Québec.

Au cours des dernières années, la région montréalaise a enregistré un niveau d'activité relativement élevé. Cette remontée était principalement attribuable à la mise en oeuvre de plusieurs importants projets d'investissement publics, alliée à une expansion soutenue de la construction résidentielle, industrielle et commerciale. Ces investissements ont eu d'appréciables effets non seulement sur le secteur de la construction, mais aussi sur plusieurs industries manufacturières. Au cours du second semestre, cependant, le parachèvement de plusieurs de ces projets et l'ajournement ou l'étalement d'autres projets sur une plus longue période se sont joints à la stagnation observée dans la construction non résidentielle pour provoquer un certain ralentissement de l'activité économique dans la région de Montréal. Ainsi, le taux de chômage non désaisonnalisé passait de 6.3 pour cent en décembre 1975 à 7.8 pour cent en décembre 1976. Plus de la moitié des chômeurs québécois sont actuellement localisés dans la région de Montréal.

### *Les autres régions*

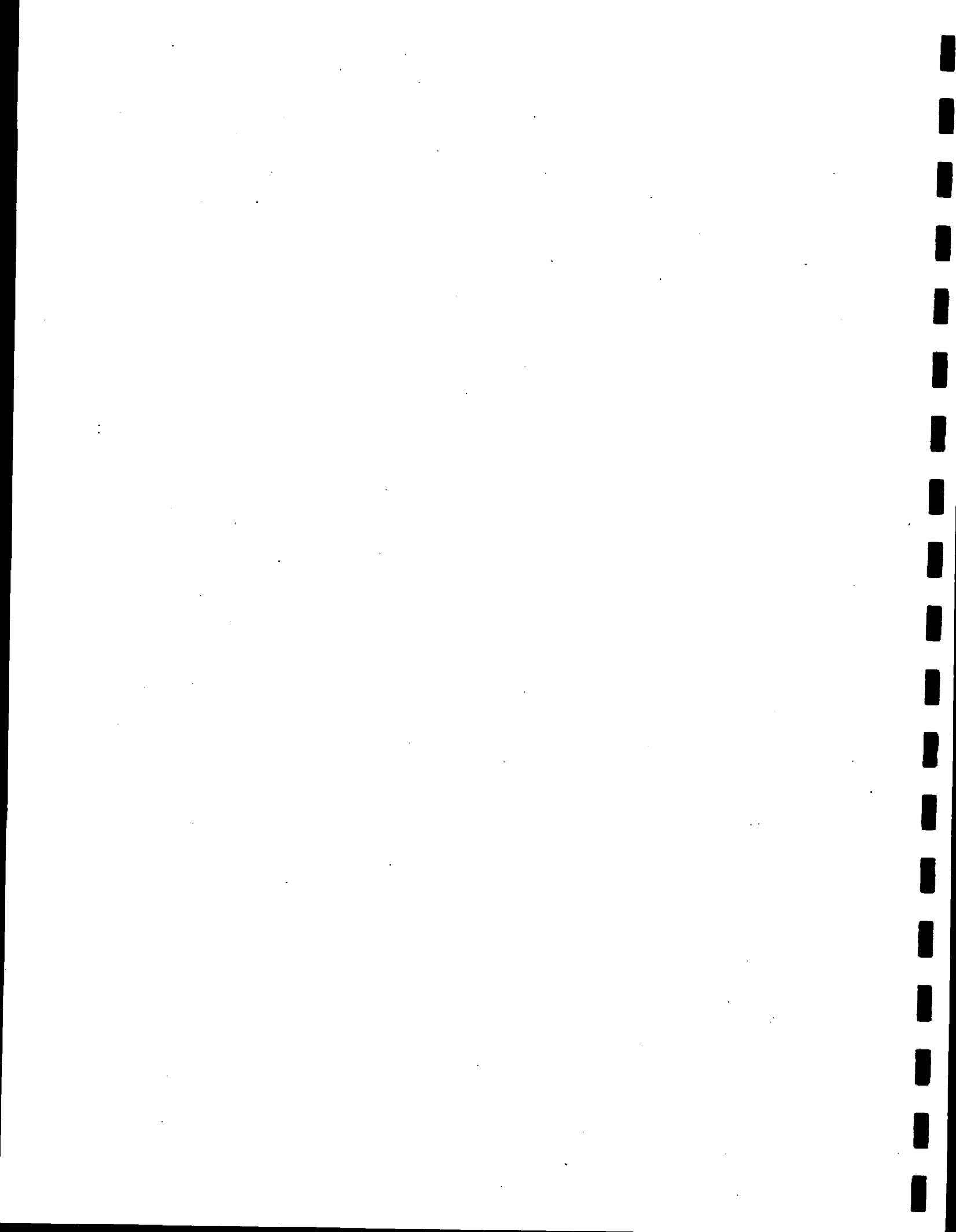
On retrouve également dans d'autres régions du Québec des problèmes aussi aigus. On peut mentionner, entre autres, la région de Trois-Rivières, dont l'économie, largement axée sur les industries de type traditionnel, n'a pu permettre la création d'un nombre suffisant d'emplois, ce qui s'est traduit par une baisse de population au cours des dix dernières années. Les problèmes rencontrés dans l'industrie des textiles et du vêtement ont également eu des effets néfastes dans plusieurs localités où prédominent ces industries. Il reste cependant que ce sont les régions périphériques du Québec qui connaissent actuellement la situation la plus précaire.

L'économie des régions périphériques du Québec est caractérisée par la sous-utilisation des ressources humaines, par la sous-exploitation des ressources naturelles, par une structure fondée sur les matières premières et par la dépendance marquée des industries régionales à l'endroit des marchés internationaux. Soulignons, cependant, que la nature des problèmes diffère d'une région à l'autre.

Dans le Bas Saint-Laurent-Gaspésie, l'activité économique des principales industries de la région ralentissait, faisant passer le taux de chômage de 17.2 pour cent en 1975 à 19.0 pour cent en 1976. Ces conditions économiques défavorables ont été accentuées par les contingents imposés à l'industrie de la pêche et à la production laitière, par la faible reprise du cuivre et par le ralentissement enregistré dans l'industrie touristique.

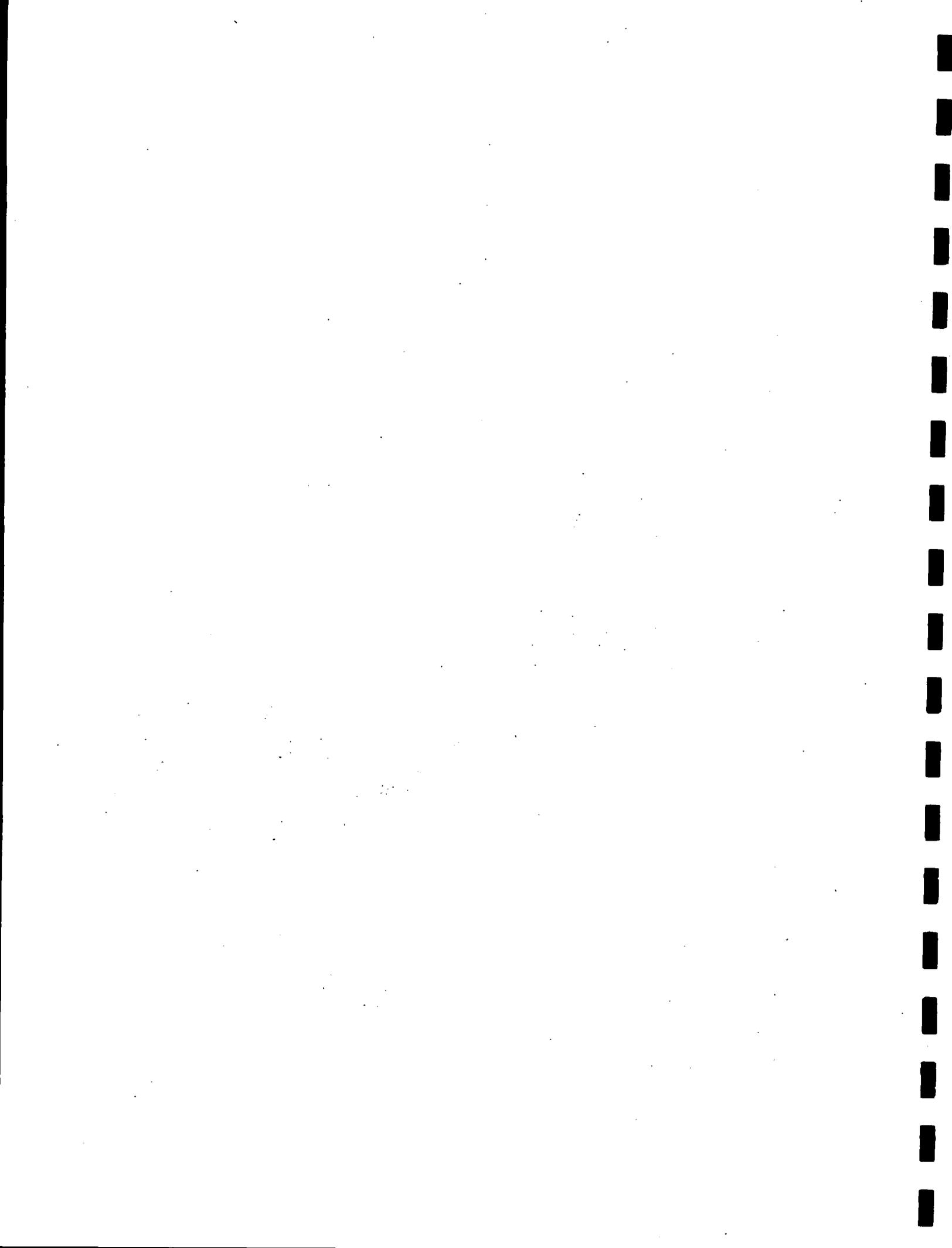
L'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean a été sérieusement perturbée en 1976, en particulier par les nombreux conflits de travail dans les principales industries de la région (aluminium, pâtes et papiers, secteurs public et parapublic, construction). L'emploi diminuait de 16 000 et le taux de chômage passait de 12.4 pour cent en 1975 à 15.8 pour cent en 1976. Le vieillissement des principales entreprises de la région tend à affaiblir leur position concurrentielle au sein des marchés internationaux.

La région du Nord-Ouest est essentiellement tributaire des ressources minières et forestières. On note une reprise de l'activité dans l'industrie des pâtes et papiers, mais les usines de sciage, notamment les petites scieries, connaissent des difficultés de financement et se retrouvent avec d'importants stocks accumulés. Les entreprises minières de la région font face à des difficultés sérieuses qui menacent la survie de plusieurs villes minières. On peut mentionner, en particulier, les problèmes des mines d'or et la baisse des réserves de cuivre. L'analyse des principaux avertisseurs du marché du travail démontre la détérioration graduelle de l'économie régionale. Ainsi, le taux de chômage du Nord-Ouest québécois est passé de 11.6 pour cent en 1975 à 15.8 pour cent en 1976. L'insuffisance des emplois a largement contribué à une baisse de la population régionale, évaluée à plus de 10 000 habitants, au cours des dix dernières années.





- BUREAU RÉGIONAL
- BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



## LA RÉGION DE L'ONTARIO

### *APERÇU GÉNÉRAL*

Au cours de 1976, la croissance réelle de l'économie en Ontario a été sensiblement la même qu'au niveau national, soit quelque peu inférieure à 5 pour cent. Cette progression par rapport à 1975 est attribuable à un accroissement d'activité dans le secteur manufacturier, en particulier dans l'industrie du bois, du pétrole et du charbon, du matériel de transport, des produits non métalliques et du minerai, ainsi qu'à un regain d'activité dans le commerce, les finances, l'assurance et le commerce immobilier. Dans le domaine de la construction, toutefois, l'activité est demeurée faible, alors que les dépenses en immobilisations ont été en deçà de la moyenne nationale. Au cours de l'année, la demande des consommateurs a été moins grande et le niveau des ventes au détail dans la province a été inférieur à celui de l'ensemble du pays. L'augmentation considérable des exportations a toutefois compensé ce ralentissement d'activité au pays et permis une croissance réelle du produit provincial brut (PPB) pour l'année. Le taux de chômage a été assez élevé (se situant à 6.2 pour cent pour l'année), alors que la population active et les emplois ont augmenté respectivement de 74 000 et de 76 000.

On prévoit pour 1977 un plus faible taux de croissance, qui se situera entre 3.0 et 3.5 pour cent. Les investissements s'annoncent médiocres et le taux de chômage risque de dépasser légèrement 7 pour cent étant donné un taux de création d'emplois inférieur au taux de croissance de la population active. Des difficultés sont à prévoir dans les secteurs des mines, de la construction et de l'administration publique. Dans le secteur manufacturier, l'avenir est prometteur dans le montage des voitures et les industries du pétrole, du charbon et du bois, mais on prévoit un ralentissement d'activité dans la fabrication d'articles d'ameublement et d'autres biens durables. Le commerce de détail réussira à peine à atteindre le taux de croissance enregistré en 1976 et n'affichera donc qu'une augmentation minime. Les facteurs positifs qui pourraient avoir une incidence considérable sur l'économie de l'Ontario pendant l'année sont, notamment, la réduction des taux d'intérêt, la dépréciation du dollar canadien et un regain d'activité économique aux États-Unis. Cependant, la hausse des salaires, le ralentissement de la productivité, comparativement à celle d'autres pays industrialisés, la faible marge de liquidité des sociétés et les conflits qui résulteront des lignes de conduite du gouvernement continueront, semble-t-il, d'exercer des effets neutralisants.

## *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

En 1976, la population de l'Ontario était estimée à 8 264 000 habitants. Le ralentissement actuel de la croissance démographique en Ontario reflète une tendance à long terme qui a commencé en 1973. La baisse du taux de natalité et l'entrée en moins grand nombre d'immigrants dans la province expliquent cette croissance réduite.

Les tendances, depuis longtemps établies, vers une modification des caractéristiques de la population concernant l'âge et le sexe se sont poursuivies. On observe une diminution du pourcentage de la population dans le groupe d'âge de 0-14 ans, tandis que la tendance est inverse dans le groupe de 20-39 ans, qui intervient pour la majeure partie de la perte de pourcentage observée dans le premier groupe. Puisque ces tendances s'expriment à la fois en chiffres absolus et en chiffres relatifs, cet état de fait aura des répercussions considérables sur la croissance de l'offre de main-d'oeuvre en Ontario. Parmi les autres caractéristiques, on note une proportion plus grande de femmes et de personnes âgées, ainsi qu'une plus grande concentration dans les centres urbains. Le facteur de concentration a donné lieu à des baisses relatives de population dans les régions rurales et dans le nord de l'Ontario.

## *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

En 1976, la population active de l'Ontario se chiffrait à 3 931 000 personnes; de ce nombre, 3 689 000 personnes détenaient un emploi. Il s'agit là, par rapport à 1975, d'une progression de 1.9 pour cent pour la population active et de 2.1 pour cent pour l'emploi. Le taux de chômage est donc resté relativement uniforme, variant entre 5.7 et 6.5 pour cent par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage chez les hommes a diminué légèrement, passant de 5.4 pour cent en 1975 à 5.1 pour cent en 1976, alors que chez les femmes, il est demeuré stationnaire à 7.8 pour cent. Si l'on considère les groupes d'âge, le chômage a frappé surtout les personnes âgées de 15 à 24 ans, dont le taux de chômage s'est maintenu à 11.2 pour cent pendant l'année. Au cours de cette période, le taux de participation chez les hommes et les femmes a également diminué.

En 1976, le niveau de l'emploi a légèrement augmenté dans la plupart des secteurs d'activité, à l'exception du commerce et de l'administration publique, qui ont enregistré une diminution réelle; le premier secteur a été affecté par le faible volume récent des dépenses des consommateurs, tandis que le second a dû subir les restrictions appliquées aux dépenses dans le secteur public. Le secteur des services et le secteur manufacturier continuent d'être les plus importants employeurs de l'Ontario, car les effectifs de chacun s'élèvent à près d'un million de salariés, bien que la proportion que représente l'effectif du secteur manufacturier ait diminué par rapport à l'ensemble de l'emploi.

Windsor, Sudbury et Peterborough ont été les trois régions économiques les plus durement touchées par le chômage. Les taux de chômage y ont été pour 1976 de 7.2 pour cent, 7.4 pour cent et 7.9 pour cent respectivement et le taux de participation dans les deux derniers cas a été inférieur à la moyenne provinciale et nationale. Les régions métropolitaines de Saint-Catharines-Niagara, de Windsor et de London, qui affichaient en novembre 1976 des taux de chômage de 7.1 pour cent, de 8.2 pour cent et de 7.5 pour cent respectivement, suscitent des inquiétudes. Ces régions métropolitaines, qui dépendent largement de l'industrie des pièces d'automobiles, ont été durement frappées par le chômage au cours de ces deux dernières années en raison du rendement médiocre enregistré dans cette industrie.

Même si l'Ontario prévoit pour l'an prochain la création de 135 000 emplois et une diminution du taux de chômage, la plupart des observateurs estiment que le chômage continuera à augmenter en 1977. La réduction du nombre d'immigrants dans la province devrait contribuer à atténuer la tendance à la hausse du chômage. À plus long terme, la baisse du taux de natalité devrait donner lieu à un renversement de la tendance actuelle, si bien que, dans les années 80, une pénurie de main-d'oeuvre est à prévoir dans cette province.

#### *L'INVESTISSEMENT*

En 1976, les dépenses en immobilisations en Ontario n'ont guère fait de progrès en chiffres réels. L'incertitude qui a régné dans le secteur privé quant à l'inflation, aux politiques fédérales et provinciales, à la diminution des dépenses des consommateurs et à la sous-utilisation des ressources économiques expliquent ce fait en grande partie. Toutefois, la chute récente de la valeur du dollar canadien, la réduction des taux d'intérêt et la relance de l'économie américaine devraient contribuer à améliorer la situation.

Dans le domaine de la construction résidentielle, l'activité a été plus intense que prévu en 1976. Étant donné le nombre considérable d'habitations parachevées mais non vendues, la construction résidentielle ralentira probablement en 1977. Cette tendance à la baisse sera toutefois compensée en partie par la réduction des taux d'intérêt et une plus grande stabilité dans le prix des habitations, ce qui pourrait peut-être engendrer une légère croissance. On prévoit la poursuite d'un faible niveau d'activité dans le secteur de la construction de logements locatifs en raison de l'existence de contrôles des loyers. Les dépenses pour la réparation des habitations existantes devraient augmenter et compenser les achats de maisons. Les perspectives dans le domaine de la construction non résidentielle sont également peu encourageantes et ce secteur a subi les effets des restrictions imposées aux dépenses dans le secteur public. Dans plusieurs cas, les investissements prévus dans les services d'utilité publique sont abandonnés ou remis à plus tard (par exemple, des projets de l'Ontario Hydro d'une valeur de quelque \$11 milliards). Les investissements dans la construction d'édifices à bureaux et d'établissements commerciaux sont peu élevés. La construction du complexe pétrochimique Petrosar à Sarnia

constitue l'un des projets les plus importants dans le domaine de la construction non résidentielle, mais elle est presque terminée. Le taux d'accroissement des dépenses en outillage et en matériel continue à se dégrader et on prévoit pour 1977 une progression minime, sinon nulle, en raison d'une sous-utilisation des ressources dans un grand nombre de secteurs industriels.

### *LES FINANCES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL*

En dépit de sérieux efforts visant à réduire son déficit de l'an dernier, la province de l'Ontario a une dette nette que l'on prévoit s'élever, à la fin de l'exercice financier 1976-1977, à \$5 995 millions, ce qui représenterait une augmentation de 19.5 pour cent par rapport à l'exercice financier précédent. Cette augmentation s'explique par le déficit de \$977 millions prévu pour l'exercice financier 1976-1977, soit des recettes de l'ordre de \$10 814 millions (soit une augmentation de 20.4 pour cent) et des dépenses de \$11 791 millions (soit une augmentation de 11.7 pour cent). Le nouveau déficit signifie que la dette nette par habitant passera de \$602.33 à \$708.29, alors que la dette nette, en pourcentage du PPB, passera de 7.8 à 8.1 pour cent. Pour l'année financière 1977-1978, on croit généralement que la province poursuivra ses efforts de limitation des dépenses.

### *ANALYSE SECTORIELLE*

#### *Le secteur primaire*

Les recettes agricoles en Ontario ont été de \$2.2 milliards pour les dix premiers mois de 1976, ce qui représente une augmentation de \$42 millions (2.0 pour cent) par rapport à la période correspondante en 1975. Si on retranche de l'augmentation des recettes la hausse des prix à la production, on constate un taux de variation réel inférieur à 1 pour cent. Cette progression, qui est la plus faible enregistrée ces dernières années, est attribuable surtout à l'élevage du bétail. Les recettes provenant des ventes de bétail, de volaille, de fèves de soya et de betteraves sucrières ont augmenté considérablement, tandis que celles provenant des ventes de porcs, de produits laitiers et de tabac ont diminué sensiblement.

Selon les prévisions, le taux de croissance sera négatif en 1977. Les spécialistes provinciaux et autres du domaine de l'agriculture prévoient une production inférieure de boeuf, de produits laitiers et de céréales; seule la production de porcs augmentera. Certaines réductions entraîneront vraisemblablement une hausse des prix du boeuf et des produits laitiers, si les producteurs veulent conserver une marge satisfaisante de bénéfice.

La deuxième grande industrie primaire de l'Ontario, l'exploitation forestière, a enregistré une progression considérable au cours de la dernière partie de 1976, par suite surtout du règlement des conflits dans l'industrie des pâtes et papiers, survenus au début de l'année, et de l'accroissement de la demande de bois de pâte qu'ils ont engendré. Les industries du bois d'oeuvre et du papier devant profiter de la demande croissante sur les

marchés américains, en raison du regain d'activité anticipé dans la construction d'habitations aux États-Unis en 1977, on prévoit que l'industrie forestière continuera de progresser en Ontario. La chute récente du dollar canadien devrait également favoriser l'essor industriel et la réalisation de bénéfices.

L'an dernier, l'Ontario a été le deuxième producteur de minerai du Canada, avec une production évaluée à \$2.6 milliards, comparativement à \$2.4 milliards l'année précédente. Le nickel a représenté près de 40 pour cent de la valeur de la production en 1976, malgré les conditions peu favorables du marché dans ce secteur et l'existence de réserves considérables de ce minerai. La production de cuivre et de zinc, minerais qui viennent au deuxième et au troisième rang quant à la valeur, a connu des problèmes analogues en raison d'une demande insuffisante et on a recommencé à accumuler des stocks. Les prix de ces deux produits ont été peu élevés. L'or a connu une crise grave en 1976, après que le prix de ce produit eut fait une chute considérable lors des ventes du Fonds monétaire international. Malgré la récente hausse minime du prix, la production de ce métal a été considérablement rationalisée. Les perspectives, dans l'industrie minière, sont peu encourageantes pour 1977. On prévoit au cours de l'année une stabilisation des prix et une réduction progressive des stocks, qui sont considérables.

#### *Le secteur manufacturier*

Au cours de 1976, le secteur manufacturier s'est révélé des plus actifs. La valeur estimative des livraisons, en dollars courants, pour les dix premiers mois a augmenté de 13.9 pour cent par rapport à la période correspondante en 1975. Cette progression considérable a cependant commencé à manifester des signes de fatigue durant le dernier trimestre.

Les domaines d'activité qui ont contribué considérablement à l'expansion du secteur manufacturier sont ceux du bois, des produits pétroliers et du charbon, du matériel de transport, des produits minéraux non métalliques et certaines sections de l'industrie des textiles, bien que les trois derniers soient en perte de vitesse. Quant aux industries des aliments et des boissons, du tabac, du papier et des produits connexes, de l'édition et de l'impression, ainsi que des appareils électriques, elles ont peu progressé en Ontario au cours de 1976.

En 1977, le secteur manufacturier devrait continuer de progresser, mais à un rythme plus lent qu'en 1976. L'industrie des pâtes et papiers, dont la situation continue de s'améliorer depuis la fin de la grève des travailleurs forestiers survenue en 1975-1976, devrait tirer profit de la dépréciation du dollar canadien et d'un accroissement de la demande en provenance des États-Unis. On prévoit également une bonne année pour l'industrie automobile de l'Ontario grâce à une demande accrue sur le marché nord-américain, que cette province se partage avec les États-Unis en vertu du pacte de l'automobile. Selon les prévisions, il faudra produire de 600 000 à 1 000 000 d'unités de plus qu'en 1976, malgré certains problèmes mineurs prévus pour certains produits, comme les petites voitures, dont les ventes

sont inférieures aux prévisions. La hausse, lente mais constante, du prix des métaux et l'accroissement de la demande devraient également avoir des effets bénéfiques sur l'industrie de la transformation première des métaux. Les perspectives concernant les articles d'ameublement de maison et autres biens durables sont toutefois moins bonnes en raison surtout d'une réduction de la consommation personnelle au Canada.

### *La construction*

Dans le secteur de la construction, les perspectives ne sont guère encourageantes. On prévoit pour 1977 une réduction des logements mis en chantier et la construction de logements locatifs continuera à être peu active à cause de l'existence de contrôles des loyers. La construction non résidentielle devrait connaître un ralentissement réel en 1977.

### *Les transports, les communications et les autres services d'utilité publique*

L'expansion de ce secteur s'annonce bonne, mais certaines questions relatives à l'obtention d'importantes sommes d'investissement devront être réglées au préalable. Ce seraient des problèmes de cet ordre qui auraient forcé l'Ontario Hydro à réduire ses projets d'expansion. En dépit de ces problèmes, ce secteur continue à être un des plus progressifs de l'économie ontarienne. On prévoit qu'il connaîtra, en 1977, une croissance réelle de 4 à 5 pour cent.

### *Le commerce de détail*

Les données préliminaires indiquent pour 1976 une croissance modeste dans ce secteur. Au cours des dix premiers mois de 1976, le commerce de détail a progressé, en dollars courants, de 11.8 pour cent par rapport à la période correspondante en 1975. On prévoit toutefois que les dépenses des consommateurs augmenteront peu en 1977, car l'augmentation du revenu des travailleurs sera lente. Les domaines les plus touchés seront les articles d'ameublement et les appareils ménagers.

### *Les finances, l'assurance et le commerce immobilier*

Ce secteur a affiché un rendement supérieur à la moyenne en 1976. C'est le seul secteur qui ait enregistré une augmentation du niveau de l'emploi pour l'ensemble de l'année. Manifestant de la réticence à réduire leurs dépenses face à un taux d'inflation toujours élevé, les consommateurs de l'Ontario ont eu tendance à recourir davantage au crédit, leur revenu disponible réel ayant diminué. Les prêts consentis par les banques à charte en Ontario ont augmenté de 7.3 pour cent au cours des six premiers mois de 1976. Il y a eu pendant cette période un ralentissement de la demande de biens immobiliers et d'assurances, quoique l'arrivée à l'âge adulte des personnes nées pendant la période de l'explosion démographique ait maintenu la demande à un niveau élevé.

Selon les prévisions, le rendement sera constant en 1977, avec un taux de croissance supérieur à celui du PPB. La réduction des taux d'intérêt devrait favoriser les emprunts pour l'acquisition de biens de consommation et les transactions immobilières. Les dépenses des grandes entreprises dans de nouveaux projets continueront toutefois à être peu élevées et devraient influencer sur la demande de ressources financières aux fins d'investissements.

### *Les services collectifs, commerciaux et personnels*

Ce secteur a d'excellentes chances de progresser en Ontario étant donné la forte concentration urbaine mais, à court terme, les conditions ne sont pas favorables. Les restrictions appliquées aux dépenses gouvernementales aux titres de la santé, de l'enseignement et des services collectifs, imposées en vertu du programme d'austérité du gouvernement provincial, semblent avoir été le facteur principal de cet état de fait. En matière d'enseignement, l'arrivée à maturité des personnes nées pendant la période d'explosion démographique, la baisse du taux de natalité et l'imposition de plafonds pour les budgets des conseils scolaires ont ralenti l'expansion. Le tourisme a subi les effets du mauvais temps, de la sous-utilisation des services d'hébergement à Toronto et de la concurrence causée par la tenue, à Montréal, des Jeux olympiques. Les services aux directeurs d'entreprises ont également été touchés par la remise à plus tard ou l'annulation de plusieurs projets de construction importants dans les services d'utilité publique et dans les industries manufacturières.

Le secteur des services ne devrait pas améliorer sensiblement sa performance en 1977 à cause des restrictions dans les dépenses du secteur public et de la poursuite d'une activité commerciale réduite. La situation sur le plan touristique devrait toutefois s'améliorer quelque peu par suite de la dépréciation du dollar canadien.

### *L'administration publique*

Les deux paliers supérieurs de l'administration publique, ainsi que la plupart des administrations locales, se sont engagés dans des programmes de restriction des dépenses et des effectifs dans le secteur public. La croissance de l'emploi et des dépenses dans le secteur public devrait donc ralentir par rapport à la période de 1970 à 1975.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

### *Le nord de l'Ontario*

La performance économique dans cette région a été médiocre au cours de 1976 à cause de facteurs tels que la grève générale dans l'industrie des pâtes et papiers, le bas prix des métaux, le ralentissement d'activité dans la construction, le fléchissement de la demande d'acier et une diminution

de l'activité touristique. La situation devrait s'améliorer en 1977 et en 1978 par suite de la dépréciation du dollar canadien, du second souffle de la reprise économique aux États-Unis, de la réduction des conflits ouvriers et d'une hausse des prix pour les produits de la région. Toutefois, après 1978, la situation s'annonce moins bonne : le faible nombre de projets d'investissement et le peu de chances de changements pendant les cinq prochaines années laissent entrevoir la possibilité d'une période de stagnation économique pour la région.

La mise en valeur de gisements importants d'uranium et de métaux communs, à Elliot Lake et à Timmins respectivement, a assuré à ces localités une certaine sécurité sur le plan économique. Ses activités étant plus diversifiées, Thunder Bay aura vraisemblablement un rendement économique supérieur à la moyenne régionale pendant les prochaines années. La situation économique à Kirkland Lake et à New Liskeard est toutefois stagnante depuis un certain temps et elle ne devrait pas évoluer tellement à court terme. Le chômage persistant est une cause de préoccupations dans les districts de Kapuskasing, de Kirkland Lake, de North Bay et de Sturgeon Falls.

### *L'est de l'Ontario*

Après une année de ralentissement économique en 1975, la plupart des industries ont pu réaliser une reprise lente, mais soutenue, de leur activité. Le mauvais temps, qui a altéré la qualité du foin et nuï aux récoltes, les changements de politique tels que les réductions dans les contingents de lait effectuées par le gouvernement fédéral et l'imposition, par les États-Unis, de contingents sur les importations de boeuf canadien ont eu des effets négatifs sur le secteur agricole de la région en 1976. Les industries associées à l'exploitation forestière ont éprouvé des difficultés par suite d'une pénurie de bois. Elles ont dû importer une plus grande quantité de bois de l'extérieur de la province. La production dans l'industrie des pâtes et papiers a été paralysée par une grève générale. Certains domaines de l'industrie des textiles ont éprouvé des difficultés à cause d'une plus grande concurrence étrangère et l'industrie de l'électronique a fermé plusieurs usines et en a transférées aux États-Unis. Toutefois, les autres industries manufacturières, telles que la métallurgie et la fabrication d'outillage, ont connu un meilleur sort et un rendement supérieur. Le secteur des services a enregistré des gains pendant toute l'année. Actuellement, les districts de Napanee, de Hawkesbury et de Gananoque sont les plus durement touchés par le chômage.

Comme pour les autres parties de la province, on prévoit pour 1977 des investissements peu considérables, car plusieurs projets importants ne se réaliseront pas ou seront remis à plus tard. Le niveau de l'emploi dans l'administration publique, l'agriculture et les mines n'augmentera vraisemblablement pas en 1977. Néanmoins, des indices laissent entrevoir des progrès pour la région. Certains projets d'investissement, petits ou moyens, la réduction du taux d'intérêt préférentiel, des perspectives plus encourageantes sur le plan agricole et l'amélioration possible du climat des investissements devraient avoir des résultats positifs. Comme dans le passé,

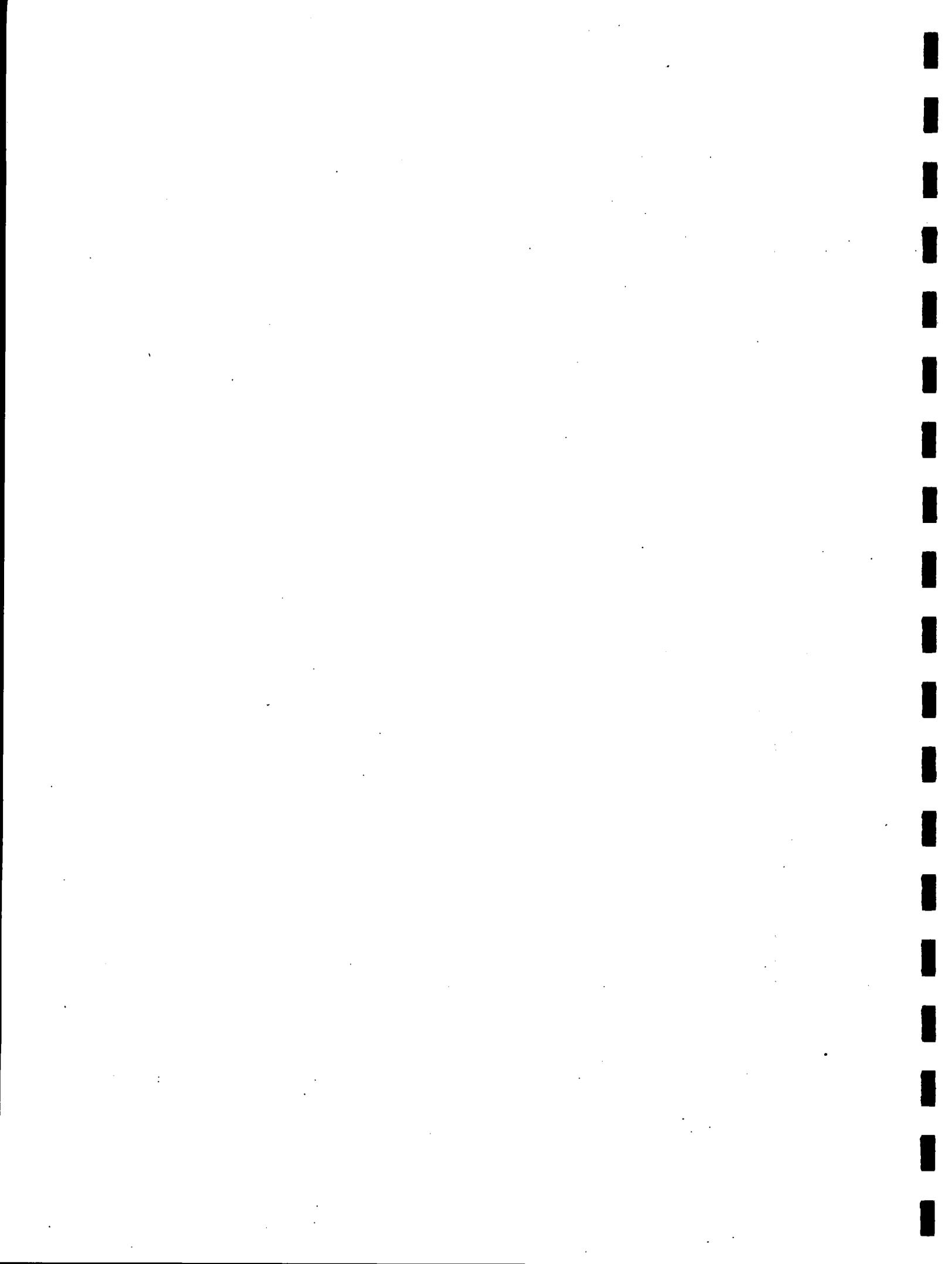
toutefois, l'est de l'Ontario comportera des flots de disparité économique qui nécessiteront une intervention spéciale des pouvoirs publics.

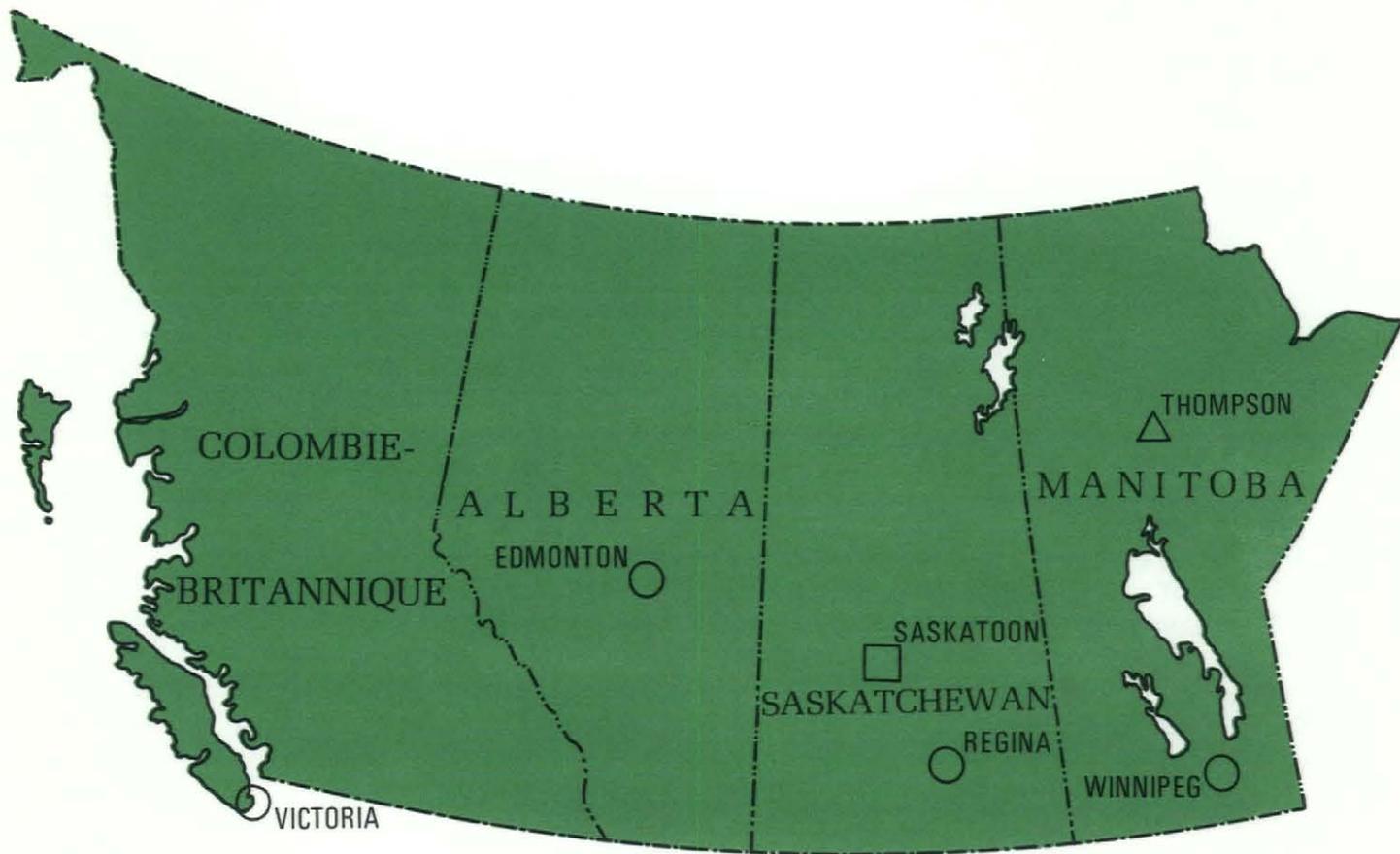
### *Le sud de l'Ontario*

L'économie du sud de l'Ontario, région où prédominent le secteur manufacturier et les services, présente des problèmes et des symptômes structurels graves. Les questions économiques d'intérêt national revêtent une importance particulière pour le sud de la province. Ainsi, la faiblesse de la demande des consommateurs, la sous-utilisation des ressources, l'étroitesse de la marge de liquidité des sociétés, les taux d'intérêt élevés et l'incertitude concernant les lignes de conduite des pouvoirs publics, particulièrement en matière de prix et de bénéfices, ont eu des effets dissuasifs. Le taux de chômage est relativement élevé (6 pour cent) et tout indique qu'il augmentera encore. Les régions métropolitaines de Saint-Catharines-Niagara et de Windsor sont particulièrement touchées par le chômage en raison des conditions difficiles qui existent dans l'industrie des pièces d'automobiles. Les investissements connaissent, depuis deux ans, un ralentissement dans le sud de l'Ontario. On observe des signes de plus en plus évidents d'une productivité inférieure à celle obtenue aux États-Unis. La production sur une petite échelle, le manque de qualification des travailleurs et la diminution des investissements ont également contribué à ce problème. L'accroissement des salaires à un rythme beaucoup plus rapide au Canada a aussi placé l'industrie manufacturière de l'Ontario dans une position désavantageuse. À cause de bon nombre de ces difficultés, certaines sociétés ont élargi le champ de leurs activités ou sont allées s'établir à l'extérieur de l'Ontario ou même du Canada.

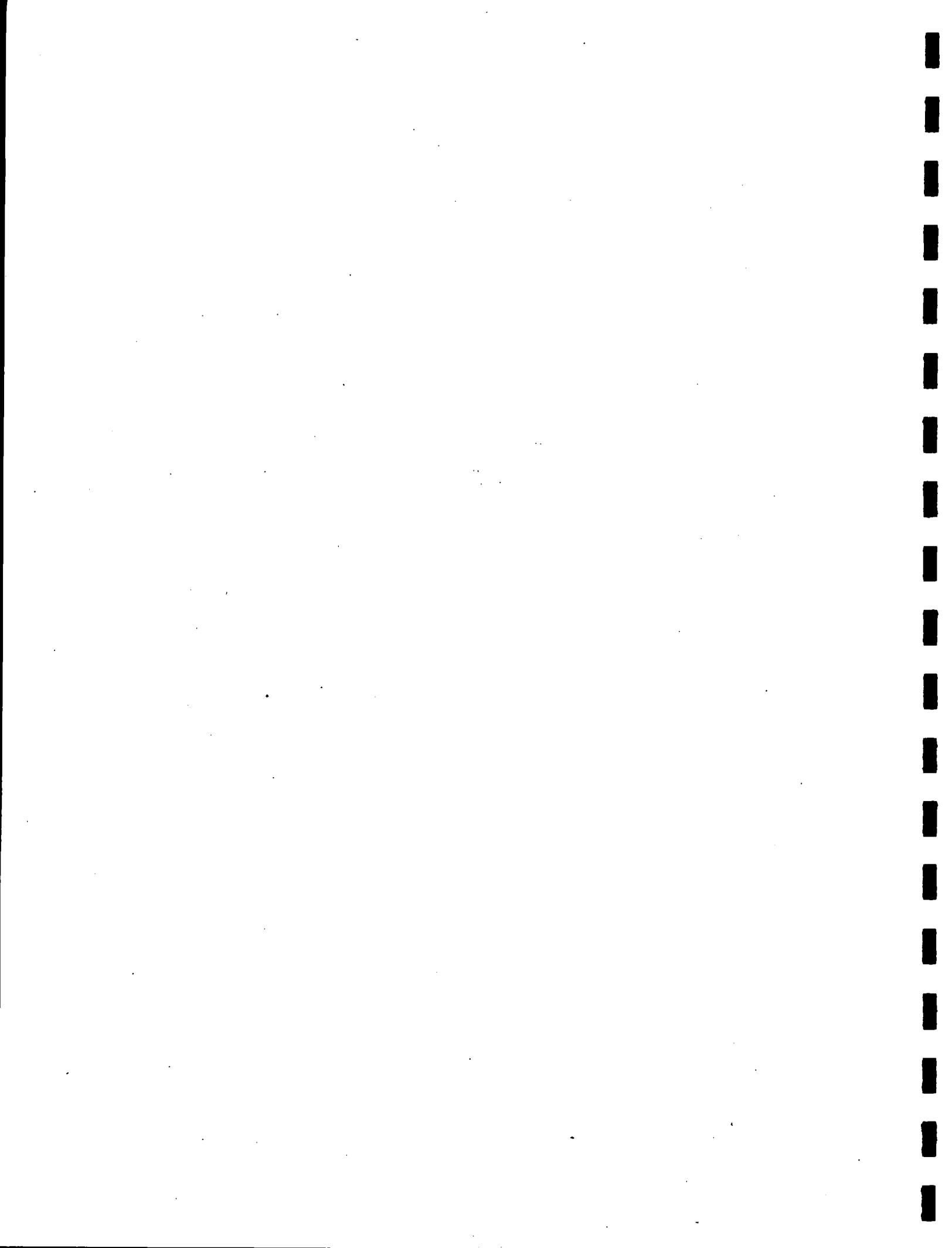
Néanmoins, c'est le sud de l'Ontario qui a le plus contribué à la modeste reprise observée dans la province en 1976. La demande des consommateurs, qui est demeurée relativement forte pendant tout le premier semestre de 1976, a donné un regain de vie à l'industrie manufacturière jusqu'à ce qu'un accroissement de la demande d'exportations se réalise. Les finances, l'assurance et le commerce immobilier ont également contribué à améliorer la situation.

On prévoit pour 1977, dans le sud de l'Ontario, une diminution du taux de croissance et une légère augmentation du chômage et de l'inflation. Durant cette même période, les dépenses des consommateurs resteront relativement peu élevées et le montant des investissements n'augmentera pas de façon sensible. Le secteur manufacturier obtiendra des résultats satisfaisants dans certains domaines, notamment dans le montage des voitures et l'industrie chimique mais, dans d'autres domaines, comme l'industrie des textiles, la fabrication de pièces d'automobiles et la métallurgie, il pourrait y avoir régression. Néanmoins, la réduction des taux d'intérêt, la dépréciation du dollar canadien et une demande accrue de la part des marchés américains sont autant de facteurs qui devraient contribuer à améliorer la situation dans le sud de l'Ontario.





- BUREAU RÉGIONAL
- BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



## LA RÉGION DE L'OUEST

### *APERÇU GÉNÉRAL*

D'après les estimations\*, le produit régional réel de l'Ouest du Canada a augmenté en 1976 de 5.7 pour cent, pour atteindre près de \$31 milliards. Cette croissance a résulté en grande partie de revenus importants tirés des céréales; la région a contribué pour 30.1 pour cent de la production nationale. Pour 1977, on s'attend à ce que, pour la première fois, la production de la région de l'Ouest dépasse celle du Québec et des provinces atlantiques\*. La population de la région est passée à 6.3 millions en 1976 et représente 27.1 pour cent de la population totale du pays.

Les conditions régionales de développement économique ont été fort différentes de celles qui régnaient depuis 1974. En Colombie-Britannique, les principaux produits forestiers et les industries minières n'ont pas effectué une remontée importante étant donné que le marché américain est demeuré peu actif à la suite de la récession. La compétitivité de la province sur le marché international s'est trouvée réduite du fait de coûts élevés de main-d'oeuvre et d'une productivité et d'une utilisation des ressources peu élevées. Les taux de chômage annuels moyens de cette province, à 8.6 pour cent, sont demeurés les plus élevés du Canada dans le territoire situé à l'ouest du Québec.

Dans la Prairie, l'augmentation régulière des coûts agricoles, accompagnée d'une chute modérée du prix des céréales en 1975 et d'une baisse du marché du bétail, ont réduit les revenus nets des agriculteurs de 11 pour cent en 1976. La production record de blé canadien, évaluée par Statistique Canada à 23.6 millions de tonnes pour la saison 1976-1977, a contribué à faire baisser de moitié, par rapport à 1975, les prix mondiaux des céréales en 1976. On prévoit pour 1977 que les revenus des agriculteurs de la Prairie baisseront de plus de 30 pour cent par rapport aux niveaux de 1976. L'automne exceptionnellement sec de 1976 et les précipitations inférieures de 25 pour cent à la normale dans de nombreuses zones du sud de la Saskatchewan et du Manitoba, de même que la faible teneur en humidité des sols, ont également contribué à assombrir les espérances pour la région en 1977.

---

\*Selon le Conference Board au Canada, au 18 janvier 1977 (en dollars constants de 1971).

On a accompli peu de progrès vers la diversification en 1976 dans la région, bien que cette question demeure une priorité pour les quatre provinces de l'Ouest. Le taux de croissance des livraisons manufacturières a considérablement diminué dans la Prairie et, au Manitoba, l'emploi dans le secteur manufacturier est tombé de 10 pour cent. Les sept régions métropolitaines de l'Ouest du Canada ont continué à dominer sur la scène régionale, avec 52 pour cent de la population et 57 pour cent de l'emploi en 1976. Quelques nouvelles possibilités économiques sont apparues dans l'Ouest rural, où l'avenir de la manutention des céréales et du système ferroviaire dans la Prairie, de même que la reprise lente dans les industries minières et forestières de la Colombie-Britannique, ont été au premier plan.

Les changements provinciaux apportés à la législation concernant les mines, les forêts, le pétrole et le gaz, les redevances et les structures fiscales, de même que les entreprises en co-participation et les prises de participation directe des gouvernements provinciaux, ont contribué au climat d'incertitude qui a régné en 1976 au chapitre de l'exploitation des ressources, en particulier au Manitoba et en Saskatchewan. Pour les provinces de l'Ouest, la réglementation fédérale en matière de transport, d'énergie, de commerce et de monnaie est la clé de voûte de la réalisation des objectifs de développement de l'Ouest quant à la diversification économique et territoriale. À la suite des rapports des commissions d'enquête Snavely, Hall et Berger, les décisions fédérales en 1977 sur le projet de gazoduc, sur l'abandon de certaines lignes, sur les tarifs ferroviaires et sur l'orientation future du développement ferroviaire dans l'Ouest du Canada seront d'une importance capitale pour les perspectives économiques futures de la région.

Dans ces conditions, on prévoit dans cette région de nettes réductions du taux de croissance économique en 1977. On s'attend à des baisses réelles de production en Saskatchewan et à des taux de croissance réduits au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique.

#### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

Même si la population de la région a atteint les 6.3 millions en 1976, cette croissance constitue un ralentissement comparativement à l'année précédente. Ce fléchissement, bien qu'il résulte d'un taux supérieur au taux de croissance démographique national en 1976, est attribuable, en grande partie, à la baisse rapide de l'immigration en Colombie-Britannique.

La population a augmenté très rapidement en Alberta, où le taux de croissance en 1976, de 3.4 pour cent, a dépassé la moyenne nationale; la population totale de la province compte pour près de 30 pour cent de la population de la région. Dans les autres provinces, les taux de croissance démographique ont été inférieurs au taux de croissance canadien de 1.4 pour cent, mais la Saskatchewan a réussi, pour sa part, à enrayer la baisse démographique dont elle avait souffert entre 1968 et 1973.

Entre 1971 et 1976, selon les évaluations intercensitaires, une forte croissance démographique aurait été enregistrée dans les centres régionaux dont les populations se situaient entre 15 000 et 100 000 habitants. En Colombie-Britannique, l'expansion de ces villes a réduit la domination qu'exerçaient Victoria et Vancouver et déplacé le centre de gravité démographique vers l'intérieur de la province. Dans la Prairie, alors que les centres régionaux augmentaient leur pourcentage de la population totale à 7.5 pour cent en 1976, les régions métropolitaines rassemblaient 50 pour cent de la population à la fin de la même période. Par contre, de nombreux centres de 5 000 habitants ou moins ont enregistré des baisses absolues.

Les taux de croissance démographique chez les Indiens et les Métis ont continué à se situer bien au-dessus de la moyenne nationale. On estime qu'environ 200 000 Indiens résident maintenant dans l'Ouest du Canada et qu'une proportion de plus en plus grande d'entre eux, en particulier dans le groupe d'âge de 15-30 ans, ont choisi de vivre dans les régions métropolitaines. Dans tout l'Ouest, les autochtones continuent à se trouver à des niveaux sociaux et économiques inacceptables.

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

La population active de l'Ouest du Canada a augmenté d'environ 4 pour cent en 1976 pour atteindre les 2.8 millions. La croissance a été plus prononcée en Saskatchewan et en Alberta, où des augmentations de 5.0 et de 5.5 pour cent ont été respectivement enregistrées. Cet accroissement pourrait résulter en partie d'une redéfinition de la population active, qui, pour la première fois, comprenait les femmes d'agriculteurs détenant un emploi.

Le chômage a légèrement augmenté dans la Prairie au cours de 1976, bien qu'il se soit situé bien en deçà de 5 pour cent en raison d'une forte augmentation de l'emploi, qui a représenté près du double de la moyenne nationale (2.2 pour cent). En Colombie-Britannique, le chômage a atteint 9.8 pour cent en mai et a constamment dépassé le total canadien. Toutefois, le taux de croissance de l'emploi est passé de 2.3 pour cent en 1975 à 2.7 pour cent en 1976. Les taux de participation se sont accrus dans toute la région pour atteindre un maximum de 66.5 pour cent en Alberta et un minimum de 60.4 pour cent en Saskatchewan, chiffres qui font bonne figure si on les compare au taux national de 61.1 pour cent.

Pour l'année se terminant en août 1976, les traitements et salaires hebdomadaires moyens dans l'Ouest canadien ont augmenté à des taux bien supérieurs à la moyenne nationale de 8.3 pour cent et ont atteint \$265 et \$240 respectivement en Colombie-Britannique et en Alberta. Au Manitoba et en Saskatchewan, les traitements et salaires ont été de \$16 à \$20 inférieurs à la moyenne nationale de \$230.

## *L'INVESTISSEMENT*

On estime que, dans l'Ouest du Canada, les dépenses en immobilisations ont augmenté de 20.7 pour cent en 1976, pour atteindre \$15.4 milliards. Le secteur primaire et la construction résidentielle ont profité de niveaux d'investissement élevés dans toutes les provinces de l'Ouest. Les immobilisations du secteur public ont augmenté surtout au Manitoba et en Saskatchewan, alors que la croissance des immobilisations du commerce, des finances et des services commerciaux s'est surtout concentrée au Manitoba et en Alberta. Une faiblesse générale a, par contre, caractérisé le niveau des immobilisations dans le secteur manufacturier; le déclin a été particulièrement prononcé au Manitoba. Seule l'Alberta a enregistré certains gains.

Dans l'ensemble de l'Ouest, des coûts de main-d'oeuvre croissants, une sous-utilisation des ressources industrielles et une faible productivité ont encouragé le transfert vers les états américains limitrophes d'une certaine partie des investissements. Des industries manufacturières d'outillage agricole, d'alimentation et de métallurgie, ainsi que des industries forestières, se sont particulièrement intéressées à la possibilité de s'implanter dans des localités américaines. La parité du taux de change entre les dollars canadien et américain, qui s'est maintenue pendant la plus grande partie de l'année 1976, et la réduction de l'inflation aux États-Unis ont, de plus, encouragé cette tendance.

On prévoit qu'en 1977 le taux de croissance des dépenses en immobilisations se situera autour de 10.7 pour cent, soit la moitié des taux de croissance des deux dernières années. Comparativement à 1976, on s'attend à ce que le taux d'accroissement des investissements ralentisse de façon substantielle dans les trois provinces de la Prairie, alors qu'il ne devrait s'accélérer que légèrement en Colombie-Britannique. L'investissement au chapitre de la construction résidentielle devrait se stabiliser dans toutes les provinces de l'Ouest, alors que la performance du secteur manufacturier devrait s'améliorer au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique. Au Manitoba, le secteur public est le seul autre secteur où l'on s'attend à une bonne performance des investissements, alors qu'en Saskatchewan, la croissance des investissements se concentrera dans le secteur des services d'utilité publique. En Alberta, tous les secteurs, à l'exception de la construction résidentielle, devraient profiter de façon égale de la croissance des investissements. Enfin, en Colombie-Britannique, le secteur primaire, celui des services d'utilité publique et le secteur manufacturier devraient réaliser de bonnes performances au chapitre de l'investissement.

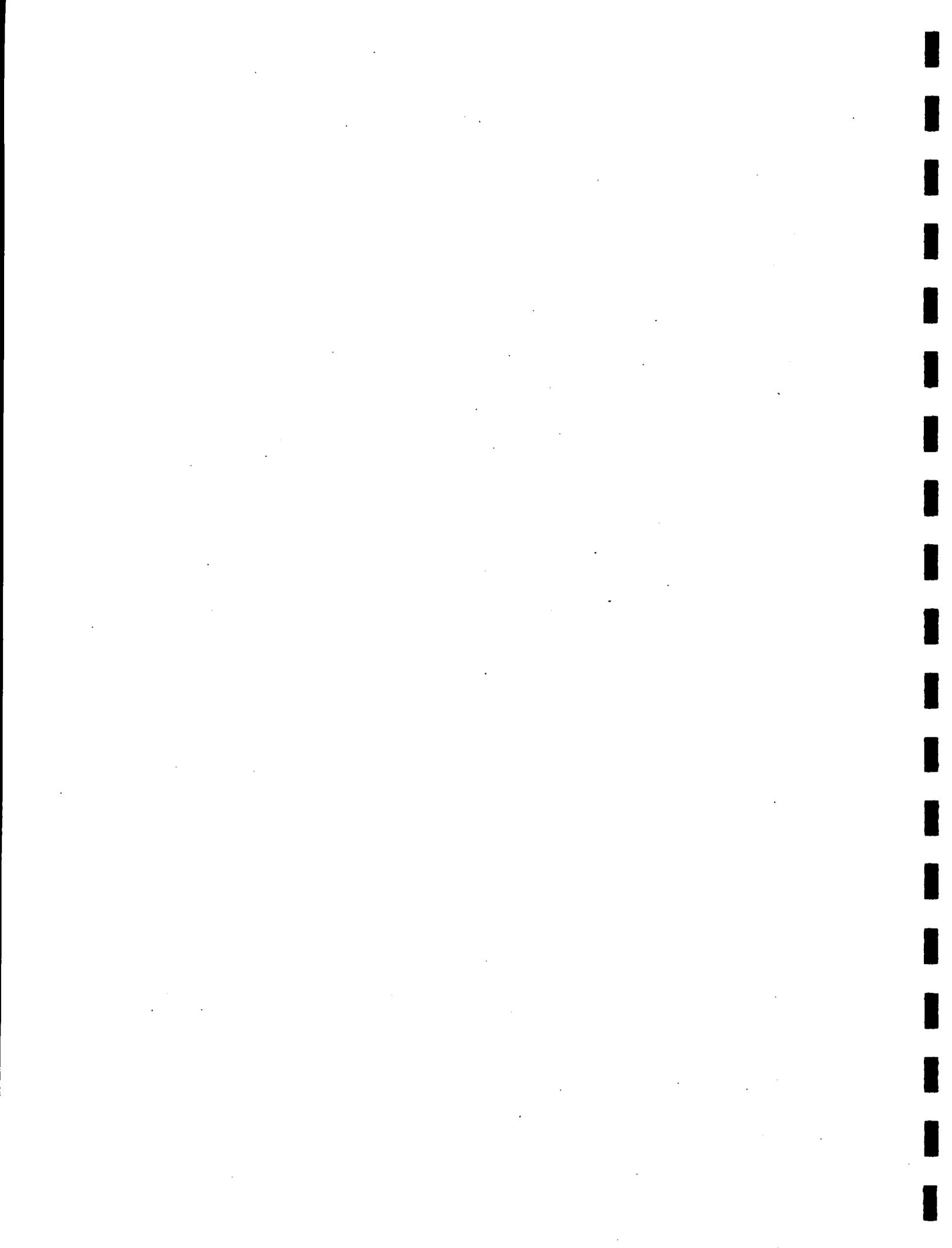
## *ANALYSE SECTORIELLE*

Les perspectives réduites de développement dans l'Ouest du Canada ne se limitent pas à l'agriculture. Au Manitoba, la grande prospérité que connaît le nord depuis le début des années 60, grâce aux minerais, aux forêts et, plus récemment, à l'exploitation des ressources hydro-électriques, est

en voie de ralentissement. Au cours de 1976, l'emploi dans le secteur manufacturier de la province a diminué de 10 pour cent. La légendaire suprématie de Winnipeg sur les autres régions de la Prairie est en train de disparaître devant la croissance démographique et industrielle d'Edmonton et de Calgary.

En Saskatchewan, l'élaboration d'une politique provinciale sur l'expansion des programmes liés à l'uranium, qui a fait suite aux audiences publiques tenues en 1977, a retardé la réalisation d'un certain nombre de projets relatifs aux mines, au broyage et au raffinement dans le nord et à Saskatoon. L'achat, par la province en 1976, de certaines mines de potasse, conjugué à une réduction des prix mondiaux, a paralysé les projets d'expansion de cette industrie. Les baisses de la production pétrolière et les diminutions prévues dans les ventes d'outillage agricole par les fabricants provinciaux ont contribué à affaiblir davantage l'économie.

Les Albertains sont maintenant particulièrement conscients des limites de leurs ressources en pétrole et en gaz, de même que des graves répercussions que peut avoir sur l'environnement une exploitation plus poussée des sables bitumineux et du charbon. L'expansion continue des industries pétrochimiques, forestières et alimentaires a assuré les principaux appoints aux revenus agricoles et pétroliers tirés par la province en 1976 et laisse entrevoir des perspectives encourageantes pour l'avenir. En outre, la croissance rapide de la population fait de la province un endroit approprié pour desservir les marchés tant provinciaux que régionaux. En Colombie-Britannique, on approche des limites économiques en ce qui concerne l'exploitation des mines et des forêts. Les ressources naturelles inutilisées sont coûteuses et éloignées, elles exigent de nouvelles infrastructures importantes et leur exploitation comporte des risques pour l'environnement.



## LE MANITOBA

### *APERÇU GÉNÉRAL*

Selon le Conference Board au Canada, le produit intérieur brut du Manitoba a atteint \$6.9 milliards en 1976, ce qui constitue une augmentation, en termes réels, de 4.1 pour cent par rapport à 1975. L'agriculture et la construction ont connu, en 1976, un important accroissement des activités, dont les effets ont, par ailleurs, été partiellement annulés par le faible rendement du secteur manufacturier et par un déclin des activités minières.

En 1976, le nombre d'emplois dans la province a atteint 428 000, ce qui constitue une augmentation de 2.0 pour cent par rapport à l'année précédente, mais cet accroissement n'a pas réussi à absorber le gonflement de la population active et le taux de chômage est demeuré à 4.6 pour cent.

On prévoit un ralentissement de la croissance du produit intérieur réel en 1977; le ralentissement escompté dans la construction et le déclin de la production agricole ne seront pas entièrement compensés par l'augmentation anticipée de la production de minerai et par l'accroissement des activités dans le secteur manufacturier. Les programmes de restrictions mis en place par les autorités fédérales et provinciales joueront également un rôle dans le ralentissement du taux de croissance de l'économie de la province.

En 1976, le pouvoir d'achat des consommateurs du Manitoba s'est détérioré par rapport à celui des consommateurs du reste du Canada en raison d'un ralentissement du taux de croissance du revenu personnel disponible et d'un accroissement plus rapide du coût de la vie. Le revenu personnel disponible s'est accru de 10.2 pour cent au Manitoba, alors qu'il a accusé une hausse de 13.0 pour cent dans l'ensemble du Canada, et l'indice des prix à la consommation a grimpé de 8.7 pour cent dans cette province, comparative-ment à 7.5 pour cent dans l'ensemble du Canada.

## *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

Au 1<sup>er</sup> juillet 1976, la population du Manitoba atteignait 1 021 506 habitants, ce qui représente une faible augmentation par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 1975. Ce taux de croissance équivaut à peu près à celui de l'année précédente, mais il reste en deçà du 1.4 pour cent enregistré en 1974.

Le taux de croissance démographique des autochtones inscrits représente encore le double de la moyenne provinciale. Environ 32 000 Indiens vivent dans les réserves et 10 000 Indiens concernés par des traités vivent à l'extérieur.

En 1975, seulement quatre des huit régions de la province, soit les régions de Winnipeg, d'Interlake, du sud-est et du nord, avaient connu une croissance démographique positive mais, en 1976, elles ont toutes enregistré un accroissement de population. Winnipeg et les grands centres urbains des régions rurales et du nord du Manitoba sont encore les localités qui ont connu des augmentations de population.

## *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

En 1976, 9 000 nouveaux travailleurs se sont joints à la population active de la province, qui est ainsi passée à 449 000 travailleurs, ce qui représente un taux de croissance de 2.1 pour cent, soit un taux légèrement plus faible que le taux national de 2.5 pour cent. Au cours de l'année, le taux de participation est passé de 60.8 à 61.1 pour cent et a ainsi atteint la moyenne canadienne. On a créé 8 000 emplois, ce qui porte le total à 428 000, l'accroissement du nombre d'emplois dans le secteur des services compensant largement les déclinés qu'ont connus les autres secteurs. En 1976, le taux moyen de chômage s'établissait à 4.6 pour cent au Manitoba, ce qui est considérablement plus faible que le taux national de 7.2 pour cent.

## *L'INVESTISSEMENT*

On estime qu'au total les dépenses en immobilisations ont atteint près de \$1.8 milliard en 1976, ce qui représente une augmentation de 16.4 pour cent par rapport à 1975. Les secteurs du commerce, des finances et des services commerciaux (39.6 pour cent) et le secteur de la construction résidentielle (35.5 pour cent) ont fait preuve de beaucoup de vigueur, alors que les investissements du secteur manufacturier ont décliné de 24.5 pour cent après avoir enregistré un recul de 15.7 pour cent en 1975. On prévoit que les dépenses en immobilisations s'accroîtront de 3.3 pour cent en 1977. Seuls les investissements manufacturiers et institutionnels ou publics accuseront des taux de croissance élevés, de 29.8 et de 22.0 pour cent respectivement.

## LES FINANCES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Après avoir connu un excédent pendant un certain nombre d'années, le gouvernement provincial s'attend à un léger déficit d'environ \$13 millions pour les exercices financiers 1975-1976 et 1976-1977. On prévoit que les revenus et les dépenses augmenteront d'un peu moins de 14 pour cent en 1976-1977. À la fin de l'exercice qui s'est terminé en mars 1975, la dette du gouvernement du Manitoba, en pourcentage du produit provincial brut, était considérablement plus élevée que celle de toutes les autres provinces, à l'exception des provinces de l'Atlantique.

### ANALYSE SECTORIELLE

#### *L'agriculture*

On ne s'attend pas à ce que le secteur agricole montre une vigueur semblable à celle qui l'a caractérisé au cours des années précédentes. On estime qu'en 1976 les recettes agricoles brutes ont atteint \$903 millions, ce qui représente une diminution de 3.9 pour cent par rapport à 1975. Les recettes brutes provenant du bétail ont enregistré une hausse de 4.4 pour cent par rapport à 1975, mais les recettes brutes provenant des récoltes ont connu une baisse de 10.5 pour cent. En 1976, le revenu agricole net connaîtra probablement une chute de 18.5 pour cent et n'atteindra que \$341 millions. Cette situation découle d'un ensemble de facteurs : le prix des céréales a diminué depuis juillet dernier parce que l'offre a été plus forte à l'échelle mondiale (la récolte de céréales de l'automne a été excellente), le prix du bétail est demeuré bas et le coût des facteurs de production tels les engrais et l'outillage, a monté. On prévoit que le revenu net fléchira de nouveau en 1977.

Tous les effets de la baisse du prix des céréales, de la sécheresse qui a sévi durant l'automne de 1976, de la faiblesse du marché du bétail et de l'accroissement du coût de la production ne se feront vraisemblablement ressentir sur le revenu net que vers la fin de 1977 et au début de 1978, en partie à cause du système de versements de la Commission canadienne du blé, dont l'application accuse normalement un certain retard.

#### *Les mines*

La valeur de la production de minerai au Manitoba est établie à \$479 millions en 1976, ce qui représente une diminution de 9.5 pour cent par rapport à 1975. Fait à souligner, la production de nickel, de zinc et de cuivre, qui compte pour plus de 75 pour cent de la valeur totale de la production de minerai de la province, a été de 11.5 pour cent inférieure à celle de l'année précédente. Le marché des métaux, qui dépend beaucoup du commerce international, est censé s'améliorer en 1977, en fonction de la reprise économique aux États-Unis et au Japon. La valeur de la production de minerai industriel, qui représente environ 10 pour cent de l'ensemble des activités dans le secteur des mines au Manitoba, est passée à \$58 millions en 1976, en raison surtout de l'accroissement de l'activité dans l'industrie de la construction.

### *Le secteur manufacturier*

La valeur des livraisons de produits manufacturés a atteint environ \$2.0 milliards au cours des trois premiers trimestres de 1976, ce qui représente, en dollars courants, un accroissement de 4.3 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Les industries de fabrication de produits en métal et de matériel de transport ont connu d'importantes baisses dans leurs effectifs; en effet, au total, le nombre d'emplois disponibles dans ce secteur est tombé à 60 000, ce qui constitue une diminution de 6 000 par rapport à 1975.

### *Les services*

Au Manitoba, le secteur des services continue d'être le secteur de l'économie où le nombre des emplois croît le plus rapidement. En effet, dans le secteur tertiaire, le nombre d'emplois a augmenté de 14 000 en 1976 et a compté pour 69.9 pour cent du total des emplois, par rapport à 67.9 pour cent l'année précédente.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

### *Le nord du Manitoba*

Les principales industries d'extraction de ressources primaires continuent d'offrir un grand nombre d'emplois. Le plus important problème auquel fait face le nord du Manitoba est toujours le manque de participation d'un important groupe de résidents d'origine autochtone. En 1974, le revenu moyen par habitant des gens vivant dans les régions isolées n'atteignait que \$618. On s'attend à ce que l'augmentation rapide de la population en âge de travailler se poursuive pour atteindre approximativement le niveau de 1 000 personnes par année. Une plus grande sensibilisation à cette situation a amené un certain nombre de mesures précises, destinées à favoriser la participation des autochtones au développement socio-économique du nord de la province. Le MEER a participé à l'adoption de ces mesures par l'intermédiaire de l'ARDA spécial et de l'entente sur les terres septentrionales du Manitoba.

### *Les régions rurales*

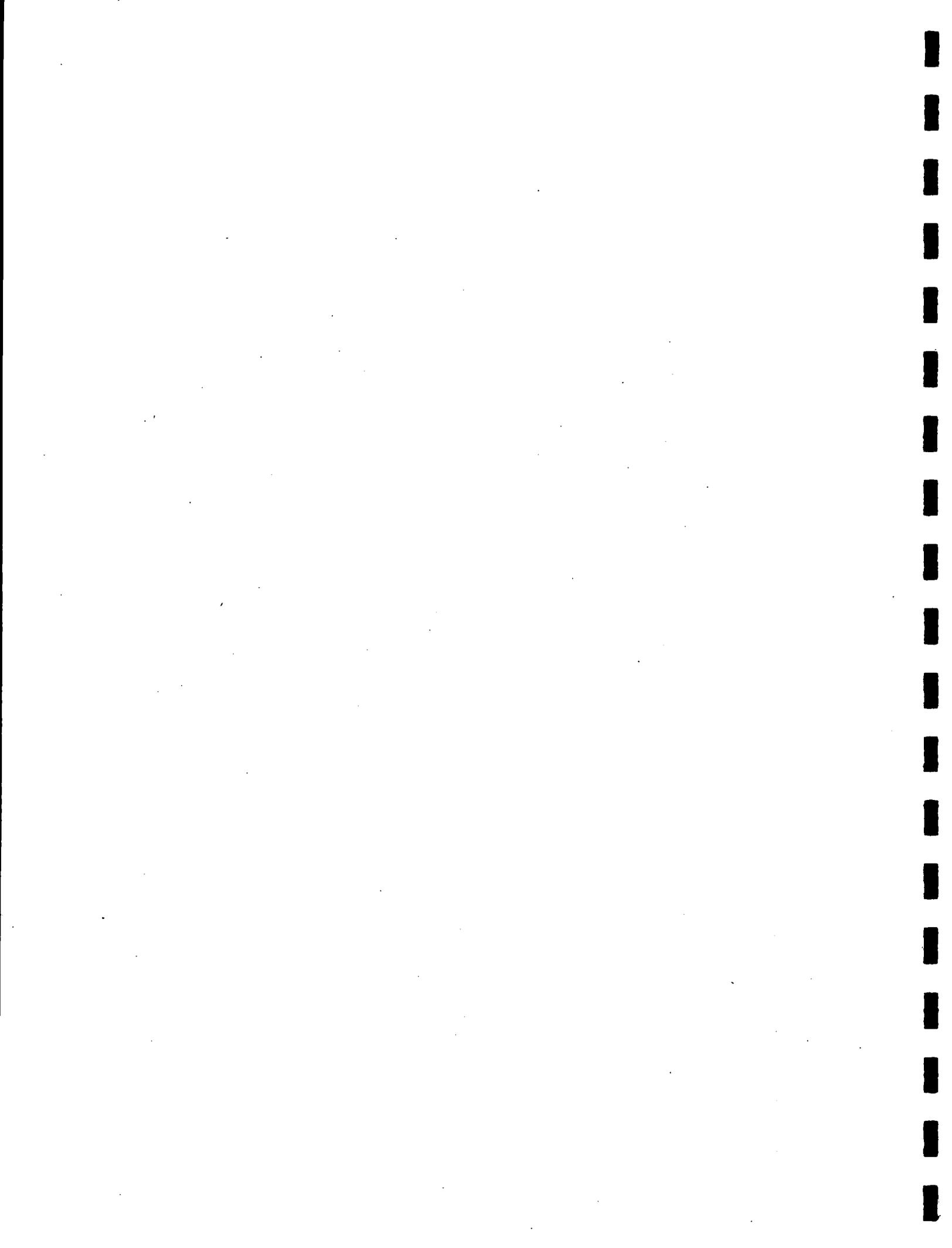
Les changements dans le revenu net des agriculteurs demeurent le plus important élément de développement rural dans le Manitoba. Ces dernières années, l'accroissement des recettes agricoles a permis de mécaniser davantage l'agriculture; les ventes de matériel aratoire qui, de \$38 millions qu'elles étaient en 1971, sont passées à \$118 millions en 1975, en témoignent. Toutefois, la détérioration de la situation sur le marché mondial des céréales, la faible teneur en humidité des sols dans la Prairie et l'affectation de lourds investissements à l'acquisition d'outillage agricole dans le passé laissent présager un ralentissement de l'agro-alimentaire au Manitoba en 1976 et en 1977.

Des renseignements préliminaires donnent à entendre qu'aucune autre source d'emploi n'est apparue dans les autres secteurs du milieu rural au cours de l'année écoulée.

### *Winnipeg*

Winnipeg comptait 55 pour cent de la population de la province en 1976. Le secteur de la construction et celui des services ont tous deux contribué à la croissance économique de cette région. Les mises en chantier de logements se sont accrues de 27 pour cent par rapport à l'année précédente et les ventes au détail ont atteint \$1.2 milliard au cours des dix derniers mois de 1976, ce qui représente un accroissement de 11 pour cent par rapport à la même période en 1975.

Le taux de participation à Winnipeg était de 62.7 pour cent en 1976, soit 1.5 pour cent de plus que la moyenne provinciale et nationale, qui s'établit à 61.1 pour cent. Le taux de chômage atteignait 4.9 pour cent à Winnipeg, ce qui représente un accroissement d'environ 1 point par rapport à 1975.



## LA SASKATCHEWAN

### *APERÇU GÉNÉRAL*

La vigueur de l'économie de la Saskatchewan s'est maintenue pendant le premier semestre de 1976, puis elle s'est modérée et a ensuite diminué à cause de la baisse du prix des céréales et, conséquemment, des recettes agricoles. Même s'il semble que le prix du blé ne peut descendre davantage, on ne prévoit pas qu'il retrouvera le niveau élevé qu'il avait atteint au début de 1976 et les recettes agricoles en 1977 régresseront probablement. La réaction défavorable que toute l'économie a manifestée rapidement à la suite de la baisse du prix des céréales démontre clairement que la province continue de dépendre de cette industrie. Le Conference Board au Canada estime que le produit intérieur réel de la Saskatchewan a progressé d'environ 8.6 pour cent en 1976, mais il prévoit une baisse de 0.8 pour cent en 1977.

Près de 13 000 emplois ont été créés en 1976, ce qui représente une augmentation d'environ 3.4 pour cent. À l'exception du secteur primaire, tous les secteurs ont connu une hausse de l'emploi, le secteur tertiaire ayant bénéficié, encore une fois, de la plus importante part de l'augmentation. L'emploi dans le secteur manufacturier n'a pas tellement augmenté et a vite pris du retard par rapport à l'industrie de la construction, qui s'est révélée très active. Le taux de chômage a grimpé de 2.9 pour cent en 1975 à 4.1 pour cent en 1976, car la province a accueilli de nouveaux jeunes dans sa population active et a reçu un certain nombre d'immigrants.

Outre le ralentissement prévu dans le secteur agricole, le climat dans le domaine des investissements privés semble quelque peu défavorable, en raison notamment de la situation économique nationale et de l'incertitude relative aux lignes de conduite provinciales en matière de ressources.

## *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

La faible augmentation démographique de 1.3 pour cent en 1975, laquelle a été le premier signe au cours de la présente décennie d'une croissance positive de la population en Saskatchewan, s'est poursuivie en 1976. D'après le recensement de 1976, la population de la Saskatchewan s'établissait à 921 000 habitants. L'augmentation de population enregistrée entre 1975 et 1976 est due en partie à une immigration nette qui démontre, par ailleurs, la fermeté relativement constante de l'économie de la Saskatchewan pendant la première moitié de 1976.

## *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

En 1976, la population active a augmenté de 4.9 pour cent par rapport à 1975, soit de 19 000 travailleurs, pour atteindre un total de 403 000, et le taux de participation a été de 60.4 pour cent, soit légèrement inférieur à la moyenne nationale. Le nombre des chômeurs a augmenté d'environ 4 000, car l'augmentation de la population active, qui comprenait 387 000 personnes en 1976, n'a pas été suivie d'une augmentation correspondante au niveau du marché du travail. On notera toutefois que ces données comprennent un nombre approximatif des 10 000 femmes d'agriculteurs de la province qui ont été comptées, pour la première fois en 1976, comme membres de la population active détenant un emploi.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des populations des réserves indiennes ni des personnes habitant des régions isolées. Dans les deux cas, les taux de participation sont de 10 à 20 pour cent inférieurs et le chômage est très élevé.

Le salaire moyen, fondé sur l'indice composé des entreprises comptant plus de 20 travailleurs, reste inférieur à la moyenne nationale, même s'il y a eu une certaine progression en 1976. L'écart entre le niveau de la Saskatchewan et celui de l'ensemble du Canada s'est rétréci, passant de 11.7 pour cent en 1975 à 6.5 pour cent en 1976. Cependant, au cours de la même période, la hausse du coût de la vie en Saskatchewan a été plus forte que celle enregistrée à l'échelle nationale, neutralisant ainsi une certaine partie de la progression des revenus.

## *L'INVESTISSEMENT*

Par opposition aux états américains avoisinants, le climat de l'investissement en Saskatchewan est affecté par des niveaux de salaire élevés et une faible productivité. La baisse récente des taux d'intérêt devrait avoir une certaine incidence, quoique mineure, sur la performance de l'investissement en 1977. La situation est plus incertaine en Saskatchewan qu'ailleurs au pays à cause de la faiblesse générale de l'économie, due à des conditions adverses sur le marché des céréales, à la faible teneur en humidité des sols (qui pourrait affecter la germination des cultures qui seront semées au printemps) et à un climat d'incertitude pour ce qui est des lignes de

conduite futures du gouvernement provincial à l'égard des nouvelles entreprises en matière de taxation des ressources naturelles et de contrôle des corporations. L'activité au niveau de l'investissement en 1971 viendra donc du secteur public par le biais des divers mécanismes fédéraux et provinciaux.

Le total des dépenses en immobilisations en 1976 a été légèrement supérieur à \$2.1 milliards, ce qui constitue une hausse de 20.5 pour cent par rapport à 1975. Les investissements dans le secteur manufacturier ne se sont accrus que de 4.0 pour cent, alors que le taux de croissance des autres secteurs varie entre 11.8 pour cent, dans le secteur primaire et la construction, à 42.4 pour cent, dans le secteur de la construction résidentielle. On prévoit un taux de croissance de 7.7 pour cent pour les investissements en 1977; ce taux est beaucoup plus faible que ceux enregistrés au cours des dernières années. Par contre, on s'attend à une forte expansion du côté du secteur des services d'utilité publique (33 pour cent), alors que les investissements dans le secteur manufacturier devraient subir une chute de 9 pour cent.

#### *LES FINANCES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL*

Le budget de l'exercice financier 1976-1977 de la Saskatchewan atteint \$1.3 milliard et les dépenses continuent d'être engagées principalement dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du bien-être social, des routes et des transports. Cependant, on a alloué à la santé et à l'éducation des ressources budgétaires moins élevées qu'en 1975-1976.

Il est probable que le budget de 1977-1978 sera beaucoup plus restreint pour ce qui est des dépenses provinciales, particulièrement dans les secteurs où le partage des frais avec le gouvernement fédéral est à la baisse ou incertain. Le gouvernement de la Saskatchewan a pour politique de maintenir un budget annuel excédentaire ou, au moins, équilibré.

#### *ANALYSE SECTORIELLE*

##### *L'agriculture*

L'agriculture a contribué pour 53.8 pour cent de la valeur ajoutée dans les industries productrices de biens en 1975. En 1976, malgré des récoltes records, les recettes agricoles ont baissé de 10 pour cent par rapport au sommet atteint en 1975. Sans des pluies abondantes au printemps, les récoltes seront beaucoup moins bonnes en 1977.

Le marché du bétail devrait s'améliorer considérablement en 1977 étant donné la réduction du cheptel et la baisse du prix de la provende. Les prévisions concernant les ventes de porc semblent quelque peu plus incertaines, mais il semble que les prix demeureront bas durant la majeure partie de l'année 1977.

### *Les forêts*

L'industrie forestière n'emploie que 1 à 2 pour cent de la population active de la Saskatchewan. Le gouvernement provincial espère encore, néanmoins, trouver dans l'utilisation de la forêt une source d'emploi importante pour certaines régions du nord et il est présentement en train d'en étudier les ressources et le marché qu'elle peut représenter.

### *Les mines*

L'industrie minière est la deuxième plus grande source de revenus de la province parmi les industries productrices de biens. Elle contribue pour environ 19 pour cent de la valeur ajoutée de ces dernières, mais n'emploie que 2 à 3 pour cent de la population active de la province. Même si la valeur ajoutée dans ce secteur s'est beaucoup accrue en 1974, et modérément en 1975, il existe, à l'heure actuelle, beaucoup d'incertitude, particulièrement à cause des lignes de conduite du gouvernement provincial en matière de taxation, de ses initiatives visant à prendre en main l'industrie de la potasse et des conflits persistants qui opposent le gouvernement aux industries du pétrole et de l'uranium, relativement à des questions semblables.

### *Le secteur manufacturier*

Le secteur manufacturier a une très faible assise en Saskatchewan, ayant contribué pour environ 5 pour cent de la valeur totale ajoutée ces dernières années. L'accroissement des livraisons en 1976 a été lent; elles n'ont augmenté, en dollars courants, que de 5.4 pour cent pendant les trois premiers trimestres. Comme la majorité des produits manufacturés sont destinés aux marchés locaux et régionaux, la baisse des recettes agricoles aura une influence néfaste sur ce secteur. Dans le cas de la fabrication d'outillage agricole, il semble qu'on ait entrepris un processus de rationalisation, les petites entreprises étant mises en tutelle ou passant à des entreprises plus importantes.

À cause du climat peu propice aux investissements en Saskatchewan, certains projets d'expansion sont différés ou relocalisés dans les états américains avoisinants.

### *Les services*

Les entreprises de services ont continué d'augmenter leur participation à l'économie provinciale, même si la croissance de ces entreprises semble commencer à se stabiliser.

L'ensemble du secteur des services en Saskatchewan subit actuellement une transformation structurelle en ce sens que le système de distribution, qui avait toujours été hautement décentralisé, s'adapte à une plus grande urbanisation et aux habitudes de consommation plus centralisées des ruraux.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

Bien que l'agriculture soit très importante dans la province, la Saskatchewan n'est d'aucune façon une entité homogène. Le nord de la Saskatchewan, une région de 125 000 milles carrés, comprend des terres agricoles dans sa partie sud, une zone de forêts au centre et une vaste partie du bouclier précambrien dans le nord; il forme une région qui fait énormément contraste avec la partie sud de la province. Ces deux zones se différencient nettement par l'importance et la répartition de la population, par le niveau de vie, par les sources et les niveaux de revenu et par la participation de la population à la vie sociale et économique de la province.

Au delà de la zone des terres agricoles, ce sont les industries forestières et minières qui dominent. Dans les régions isolées du nord, le taux de participation s'établit à moins de 50 pour cent, comparativement à une moyenne provinciale de 60.4 pour cent. Le taux de chômage se situe entre 40 et 50 pour cent, par rapport à 4.1 pour cent pour l'ensemble de la Saskatchewan.

Dans le district administratif du Nord, 35 pour cent de la population vit de l'assistance sociale, qu'elle reçoit du gouvernement provincial ou du ministère fédéral des Affaires indiennes, comparativement à 6 pour cent pour l'ensemble de la province.

La partie peuplée du sud de la province témoigne d'anciennes pré-occupations agraires. Elle est desservie par deux petits centres métropolitains, Regina (150 000 habitants), dans le sud, et Saskatoon (135 000 habitants), dans le centre; une série de centres de services régionaux situés, en moyenne, à 125 milles les uns des autres et comptant chacun entre 5 000 et 35 000 habitants; des villes de 2 000 à 5 000 habitants dispersées à travers chaque région; et, enfin, des villages de moins de 2 000 habitants à tous les 8 à 10 milles.



## L'ALBERTA

### *APERCU GÉNÉRAL*

En 1976, la performance générale de l'économie en Alberta est demeurée vigoureuse, son produit intérieur réel s'étant accru d'environ 5.9 pour cent par rapport à 1975. Le salaire hebdomadaire moyen s'est accru de 14.0 pour cent, ce qui constitue le taux d'augmentation le plus élevé de toutes les provinces. Le revenu personnel a augmenté de 16.5 pour cent et le revenu disponible, de 15.8 pour cent. Ces importantes augmentations du revenu n'ont pas touché également les résidents des régions rurales et septentrionales de l'Alberta. Dans plusieurs régions du nord, le revenu pouvait se situer jusqu'à 75 pour cent au-dessous de la moyenne provinciale.

On prévoit que presque tous les avertisseurs économiques importants accuseront une baisse du taux de croissance en 1977 et que le produit intérieur réel augmentera de 3.7 pour cent, ce qui constitue une hausse moindre qu'en 1976, quoique le taux de chômage demeurera probablement stationnaire à 4.3 pour cent. Il importe surtout de signaler la diminution du taux d'accroissement à la fois des ventes au détail et des mises en chantier de logements. On prévoit que le taux d'augmentation des ventes au détail tombera de 16.8 à 9.7 pour cent, tandis que les mises en chantier de logements subiront vraisemblablement une baisse de 24.9 pour cent, après avoir connu une augmentation de 60 pour cent en 1976.

Le fléchissement économique prévu fait suite à des problèmes dans le secteur agricole, à la diminution de la production de pétrole brut tiré de sources conventionnelles, au ralentissement des activités de traitement des sables bitumineux et de la construction résidentielle, au manque de vigueur des marchés mondiaux du blé, ainsi qu'aux difficultés qu'ont connues les éleveurs de veaux. Tandis que la production de pétrole brut tiré de sources conventionnelles a subi une baisse, les modifications récentes apportées au chapitre des redevances que doit toucher l'Alberta, et qui sont destinées à promouvoir une reprise dans les secteurs secondaire et tertiaire, pourraient bien renverser la situation en 1977. L'essor qu'a connu la construction ne pourra se maintenir, à moins que l'on ne puisse mettre sur pied une troisième usine de traitement des sables bitumineux.

## *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

Entre 1975 et 1976, la population de l'Alberta s'est accrue de plus de 3 pour cent, atteignant 1.8 million d'habitants et la proportion de la population urbaine est passée de 77.3 à 78.0 pour cent. En 1976, on évaluait la population autochtone de l'Alberta à environ 67 000 personnes, dont près de la moitié étaient des Indiens inscrits. Les autochtones représentent environ le quart de la population résidant dans le nord de l'Alberta.

## *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

En 1976, la population active, le nombre de travailleurs disponibles et le nombre d'emplois se sont accrus plus rapidement en Alberta que dans toute autre province et l'on croit que cette tendance se maintiendra en 1977. L'immigration et l'accroissement naturel ont entraîné, en 1976, une augmentation de 4.4 pour cent de la population active, qui devrait s'accroître de 4.5 pour cent en 1977. Le nombre de travailleurs disponibles s'est accru encore plus rapidement, soit au rythme de 5.5 pour cent, et a atteint le chiffre de 855 000, alors que le taux de participation a atteint 66.5 pour cent, ce qui représente le taux le plus élevé du Canada. Le taux de chômage est tombé de 4.1 pour cent à 3.9 pour cent entre 1975 et 1976, alors que le taux d'augmentation du nombre d'emplois, soit 5.8 pour cent, dépassait celui des travailleurs disponibles. On s'attend à ce que le nombre d'emplois augmente de 4.0 pour cent en 1977 et atteigne 855 000. Selon les prévisions, le taux de chômage devrait s'accroître pour atteindre 4.3 pour cent, soit le plus faible taux au pays.

Il arrive souvent que les autochtones ne peuvent profiter des nombreuses possibilités qu'offre le marché du travail de l'Alberta. Leur taux de participation est d'au moins 20 pour cent inférieur à la moyenne provinciale et, lorsqu'ils font effectivement partie de la population active, ils connaissent un taux de chômage de 70 pour cent environ.

## *L'INVESTISSEMENT*

En 1976, les dépenses en immobilisations ont augmenté de 31.8 pour cent par rapport à 1975, ce qui constitue le plus haut taux enregistré au Canada. Ainsi, l'investissement augmentait de 94.8 pour cent dans la nouvelle construction résidentielle, de 38.7 pour cent dans le secteur primaire et la construction et de 13.6 pour cent dans le secteur manufacturier. Le taux de croissance des investissements en 1977 devrait être de l'ordre de 13.1 pour cent; ce taux, quoique le plus élevé de toutes les provinces canadiennes, est sensiblement inférieur à la moyenne annuelle de 30 pour cent des trois dernières années. Ce ralentissement est dû, en majeure partie, à l'abandon ou à l'étalement sur une plus longue période d'un certain nombre de projets tels que la construction, par la Calgary Power et Canpac Mines, d'une centrale d'énergie thermique à Dodds-Roundhill et de deux usines conventionnelles de traitement des sables bitumineux.

L'investissement prévu pour 1977 devrait se répartir à peu près également à travers les secteurs, à l'exception de la construction résidentielle, qui ne devrait pas dépasser le niveau atteint en 1976.

### *LES FINANCES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL*

Consciente de la baisse de ses réserves connues de pétrole brut, la province s'interroge sur sa capacité de stimuler sa croissance à long terme. Par conséquent, l'Alberta met de côté 30 pour cent des revenus provenant actuellement de l'exploitation de ses ressources pour garantir son avenir.

### *ANALYSE SECTORIELLE*

#### *L'agriculture*

En 1976, les cultures ont atteint un niveau record, tandis que l'élevage du bétail a connu une certaine stagnation. Les coûts de production ont rattrapé l'augmentation du prix des produits, entraînant une baisse des revenus agricoles nets, qui sont tombés de \$726 millions en 1973 à \$669 millions en 1976. La faiblesse des marchés mondiaux du blé entraînera une réduction des prix au cours de l'année 1977. En conséquence, les recettes en espèces provenant de l'exploitation agricole et les revenus agricoles nets subiront vraisemblablement une baisse au cours de l'année.

#### *Le charbon*

L'extraction du charbon constitue la troisième industrie minière de l'Alberta. En 1976, la production totale a enregistré une augmentation de 10 pour cent, atteignant 12.2 millions de tonnes. La production du charbon utilisé à des fins thermiques s'est élevée à 7.0 millions de tonnes, tandis que celle du charbon métallurgique s'est chiffrée à 5.2 millions de tonnes.

La politique de l'Alberta en matière de charbon favorise la production du charbon pour répondre aux besoins thermiques de la province et restreint la production du charbon métallurgique. La production du charbon destiné à la production thermique d'énergie électrique devrait continuer de progresser en 1977.

#### *Le pétrole et le gaz*

La production de pétrole a été de 386 316 millions de barils en 1976, ce qui équivaut à une baisse de 9 pour cent par rapport à 1975 et de 26 pour cent comparativement au niveau record enregistré en 1973. La baisse s'accroîtra dans la mesure où le rythme de croissance de la production continuera d'excéder celui de la découverte de nouvelles sources, une tendance qui a débuté en 1969.

En 1976, la production quotidienne de gaz naturel devrait atteindre 7.3 milliards de pieds cubes. La production de gaz s'est accrue régulièrement depuis 1970, exception faite de 1974. Les récentes découvertes de gaz naturel permettent de croire que le niveau de production continuera de monter graduellement au cours des prochaines années.

### *Le secteur manufacturier*

Entre 1975 et 1976, la production manufacturière a évolué à un rythme plus rapide que l'économie provinciale, mais elle n'est intervenue que pour 9.8 pour cent de l'ensemble de la valeur ajoutée de la province en 1976.

L'industrie des aliments et des boissons de l'Alberta constitue le plus important domaine du secteur manufacturier et elle continue de s'accroître à un rythme modéré. En 1976, elle a représenté plus de 25 pour cent de l'ensemble du secteur manufacturier de l'Alberta.

Les perspectives à court terme de l'industrie pétrochimique en Alberta demeurent bonnes. La nouvelle usine de l'Alberta Gas Ethylene à Red Deer, les trois nouvelles usines de la Dow Chemical à Fort Saskatchewan et la création d'une usine de production de benzine pourraient bien constituer une première étape vers la réalisation d'une industrie pétrochimique intégrée en Alberta. Toutefois, l'industrie continue de faire face à des problèmes de commercialisation.

En 1976, l'industrie du bois d'oeuvre a continué de connaître des problèmes économiques. Bien qu'elle ait enregistré des profits, il n'en demeure pas moins que les usines n'ont pas fonctionné à pleine capacité. Le raffermissement des prix a permis à l'industrie des pâtes et papiers de faire meilleure figure et l'on s'attend à ce que les débouchés soient bons en 1977. Il ne semble pas que la production des scieries atteindra cette année les niveaux qu'elle a connus avant 1975, mais l'on prévoit un certain regain d'activité au cours de 1978.

### *Les services*

Les entreprises de services constituent les employeurs les plus importants de l'Alberta. En 1976, elles ont fourni du travail à 66 pour cent de la population active. Ce sont elles qui ont contribué le plus à la valeur ajoutée en Alberta, ayant assuré près de la moitié de l'ensemble de la valeur ajoutée enregistrée par la province. Compte tenu des tendances des dernières années, les industries de services devraient, au cours de 1977, continuer d'augmenter leur part de l'emploi et de la valeur ajoutée de la province, quoique leur taux d'accroissement demeurera modéré.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

Comme l'économie de l'Alberta repose essentiellement sur l'énergie, l'agriculture et la construction, il s'est produit un déséquilibre géographique dans la répartition des profits de la croissance économique. Ce déséquilibre économique s'est traduit par une croissance brusque dans les principales zones urbaines et un changement économique peu marqué dans les zones rurales.

Le rôle prédominant que jouent Edmonton et Calgary dans l'économie de la province apparaît évident lorsqu'on considère la place qu'elles occupent dans l'économie de la province. Elles rassemblent, en effet, 57 pour cent de la population, 61 pour cent du commerce de détail et des services, 65 pour cent de toute la production manufacturière et 62 pour cent de la valeur des permis de construction.



## LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

### *APERÇU GÉNÉRAL*

En 1976, l'économie de la Colombie-Britannique a progressé puisque le produit intérieur brut réel a connu une hausse estimée à 6.4 pour cent, comparativement au 4.6 pour cent enregistré dans l'ensemble du Canada. Cette augmentation suit une baisse de près de 1 pour cent de la production réelle en 1975. Le raffermissement de l'économie n'a pas entraîné une réduction nette du taux de chômage, qui a été estimé à 8.6 pour cent en 1976, ce qui représente le taux le plus élevé qu'ait connu une province située à l'ouest du Québec. Le taux de croissance démographique a fléchi récemment, plus particulièrement dans la partie sud de la province. Les dépenses en immobilisations se sont accrues, en dollars courants, de 9.7 pour cent en 1976; elles devraient s'accroître de 11.4 pour cent en 1977. Afin d'équilibrer son budget pour l'exercice financier 1976-1977, le gouvernement provincial a haussé en 1976 les impôts dans un certain nombre de domaines.

### *L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE*

D'après les chiffres du recensement de 1976, la province comptait 2 467 000 habitants. Ces chiffres confirment le fait, qu'a déjà laissé entrevoir le nombre de transferts enregistré par le programme des allocations familiales, par exemple, que le taux de croissance démographique en Colombie-Britannique a ralenti considérablement. Les transferts de dossiers du programme des allocations familiales, qui sont souvent considérés comme un moyen d'évaluer le mouvement migratoire, avaient indiqué pour 1975 un exode marqué (le premier du genre en dix-sept ans) de familles qui quittaient la Colombie-Britannique pour s'installer dans les autres provinces. Au cours de 1976, la tendance s'est accentuée, si bien qu'au 31 août, 641 familles avaient quitté la Colombie-Britannique. On peut mieux évaluer l'importance de ces départs, si l'on considère que, au cours des cinq dernières années, une moyenne de 4 158 familles étaient venues s'établir annuellement en Colombie-Britannique.

Entre 1971 et 1976, la répartition géographique de la croissance démographique en Colombie-Britannique contrastait avec l'affluence de population que connaissaient la plupart des régions métropolitaines du pays.

La population de la province s'est accrue de 10.1 pour cent, comparative-ment à 16.6 pour cent durant la période comprise entre 1966 et 1971. Entre 1971 et 1976, la partie sud de la province, dont Vancouver est le centre, a augmenté sa population de 6.1 pour cent, tandis que la population de la région métropolitaine de Victoria a augmenté de 9.7 pour cent. Par comparaison, la population du sud de la province s'est accrue de 16.4 pour cent entre 1966 et 1971 et la région de Victoria, de 12.4 pour cent. Le territoire de la Colombie-Britannique qui ne fait pas partie des régions métropolitaines a connu le taux de croissance démographique le plus élevé, soit 16.2 pour cent, ce qui constitue une légère baisse par rapport au taux de 18.0 pour cent enregistré entre 1966 et 1971.

Les mouvements migratoires représentent habituellement un élément important de la croissance démographique en Colombie-Britannique et, suivant les premières constatations, l'abaissement du taux de croissance démographique est l'indice d'une répercussion du ralentissement économique provincial sur la population migratrice éventuelle.

### *LE MARCHÉ DU TRAVAIL*

En Colombie-Britannique, le taux de chômage demeure élevé : 8.6 pour cent, en moyenne, pour les années 1975 et 1976. La situation y est toujours plus grave que dans toute autre province située à l'ouest du Québec. L'affaiblissement du taux de croissance démographique a eu des répercussions sur le taux d'accroissement de la population active, qui est tombé de 5.0 pour cent en 1975 et à 2.9 pour cent en 1976. Bien que la main-d'oeuvre n'ait pas atteint son taux d'augmentation normal, il a été impossible de créer suffisamment d'emplois, au cours des deux dernières années, pour réduire le taux de chômage. Le taux d'augmentation du nombre d'emplois n'a été que de 2.7 pour cent en 1976 et de 2.3 pour cent en 1975. En Colombie-Britannique, le taux de participation a atteint 61.5 pour cent; il est donc pratiquement identique à la moyenne nationale.

### *L'INVESTISSEMENT*

Dans le monde des affaires, on décrit la situation économique de la Colombie-Britannique comme étant propice aux investissements (quoique non sans réserve). Les dépenses en immobilisations ont atteint quelque \$4.9 milliards au cours de l'année 1976, ce qui représente 9.7 pour cent de plus qu'en 1975. Comparativement à 1975, les taux les plus élevés d'augmentation de dépenses en immobilisations ont été enregistrés dans le secteur primaire et la construction (29.5 pour cent) et la construction résidentielle (29.2 pour cent). Par contre, ce type d'investissement a diminué de 6.9 pour cent dans le commerce, les finances et les services commerciaux et de 5.0 pour cent dans les services d'utilité publique. Le secteur primaire et la construction, le secteur manufacturier et les services d'utilité publique, où l'on s'attend à des taux de croissance respectifs de 21.4, de 36.1 et de 24.7 pour cent par rapport à 1976, devraient prédominer au chapitre des dépenses en immobilisations en 1977; la construction résidentielle, toutefois, pourrait voir ses investissements décroître de 6.8 pour cent.

## *LES FINANCES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL*

Au cours de l'exercice financier 1976-1977, on s'attend à ce que les recettes du gouvernement provincial touchent les \$3.6 milliards et que les dépenses n'augmentent que de 5.4 pour cent par rapport à 1975-1976. Le budget déposé en avril 1976 reflétait le désir du gouvernement créditiste d'éviter un déficit en imposant des augmentations substantielles dans plusieurs domaines fiscaux. La taxe de vente provinciale a été portée de 5 à 7 pour cent. L'impôt provincial sur le revenu a augmenté de 2 points et a été fixé à 32.5 pour cent à compter du 1<sup>er</sup> juillet. L'impôt sur les corporations a monté de 2 points également et le taux de 15 pour cent, qui est le plus élevé au Canada, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1976. Les primes d'assurance-maladie et les frais d'hospitalisation ont également connu des hausses. En dépit des augmentations, les recettes prévues restent inférieures aux dépenses, qui entraîneront un déficit de \$28 millions. En se fondant sur les résultats du premier trimestre de l'exercice financier, le ministre des Finances de la Colombie-Britannique prévoit que le déficit sera plus considérable encore, soit d'environ \$125 millions.

### *ANALYSE SECTORIELLE*

La médiocrité de la situation économique de la Colombie-Britannique, en 1975, continue de fausser l'évaluation de la reprise réelle en 1976. Les observations qui suivent relativement aux secteurs industriels en témoignent.

#### *L'agriculture*

Jusqu'en octobre 1976, les recettes en espèces provenant de l'exploitation agricole ont totalisé \$332 millions, montant quelque peu supérieur, de 2.3 pour cent, à celui de la même période en 1975. Ce chiffre représentait une baisse de la valeur réelle. En dollars courants, les recettes en espèces tirées de l'élevage du bétail sont restées les mêmes, alors que les recettes provenant des cultures ont monté de 25.6 pour cent.

#### *La pêche*

Le rendement de l'industrie de la pêche s'est amélioré sensiblement par rapport à 1975. Au mois d'octobre 1976, la valeur des débarquements avait atteint \$116 millions, comparativement à \$77 millions pour la même période de l'année précédente. Néanmoins, en valeur réelle, la production de 1976 est inférieure à celle de 1973 et sensiblement la même que celle de 1974.

## *Les mines*

Au cours de l'année 1976, l'industrie minière a connu un taux de production variable. Le prix du cuivre, qui avait été peu élevé en 1975, a monté en 1976, bien que la production réelle soit restée sensiblement la même. De façon globale, le cuivre s'est révélé le minerai le plus important puisque sa valeur de production a atteint \$397 millions. La production de charbon a terriblement baissé par suite de grèves prolongées qui ont touché les deux plus grands producteurs. On estime que la production a été de 7.53 millions de tonnes, ce qui représente une baisse de 15.6 pour cent par rapport à 1975, et que sa valeur a baissé de 8.0 pour cent, puisqu'elle s'est chiffrée à \$292 millions. La production de zinc a monté de 13.6 pour cent par rapport à l'année précédente, mais sa valeur est tombée de 15.6 pour cent. Pour ce qui est du pétrole, l'augmentation des revenus est due principalement à la majoration des prix. Les revenus tirés du gaz ont aussi monté par suite de la hausse des prix, hausse qui a plus que compensé la réduction de la production réelle.

## *Le secteur manufacturier*

La valeur nominale totale des livraisons de l'ensemble des produits des industries manufacturières a augmenté de 21.6 pour cent. En termes réels, ce taux représente quand même une augmentation importante par rapport à 1975, qui avait connu une baisse nominale et réelle par rapport à 1974. Ce raffermissement du secteur manufacturier a été marqué dans l'industrie du bois (aussi bien dans le bois d'oeuvre que dans les pâtes et papiers), qui fut prédominante. Néanmoins, ces améliorations s'avèrent négligeables lorsqu'on les compare à la production réelle de 1974 et de 1973. En octobre 1976, le volume de production des pâtes et papiers était inférieur à celui de 1973 pour la même période. La production de bois scié commençait à peine à se rapprocher de celle de 1973.

## *ANALYSE RÉGIONALE*

Il est intéressant de noter un changement qui s'est produit dans la répartition démographique en Colombie-Britannique. Au cours des cinq dernières années, les deux régions métropolitaines de la province (Vancouver et Victoria), bien qu'ayant connu une croissance démographique substantielle en chiffres absolus, ont enregistré une baisse importante au niveau de la proportion de la population totale de la province qu'elles abritent. Ce phénomène s'explique en partie par un accroissement rapide de la population dans les localités situées en périphérie des régions métropolitaines (Nanaimo et Central Fraser Valley, par exemple). Toutefois, il convient de noter également l'accroissement démographique au sein et en bordure des villes de l'intérieur de la province, telles que Prince George, Kamloops et Kelowna. En plus d'atténuer les pressions démographiques exercées sur Vancouver, la tendance actuelle favorise et complète le développement industriel et rural (l'exploitation du charbon dans le nord-est, par exemple) à l'extérieur de la partie sud-ouest de la province.

